242

LEMAG

WEBMANAGERCENTER.COM - HEBDO N° 242 DU 18 SEPTEMBRE 2025 - 4,90 DINARS

TALENTS

EDITO
La Tunisie face au vertige du déficit: Lucidité ou renoncement ?

START-UP
Quand la Tunisie laisse filer ses talents

DIASPORA
«Bâtir en Tunisie, c'est résister»

VOLKSWAGEN DAYS

L'Excellence Allemande au rendez-vous.

Profitez d'avantages clients exclusifs dans nos showrooms Volkswagen.

ENNAKL Automobiles Pour plus d'informations contactez Ennakl Automobiles au 36036036 ou rendez-vous au showroom Volkswagen charguia 2 ou chez son réseau.

LEMAG

WEBMANAGERCENTER.COM - HEBDO N° 242 DU 18 SEPTEMBRE 2025 - 4,90 DINARS

WMC Editions Numériques
Société éditrice : IMG sa

ADRESSE
Rue Lac Victoria-
Rés.Flamingo les Berges du
Lac - Tunis
Tél. : (+216) 71 962 775
(+216) 71 962 617
(+216) 21 18 18 18
Fax : (+216) 71 962 429
Email : img@planet.tn
webmanagercenter.com

DIRECTEUR PUBLICATION
Hechmi AMMAR

RÉDACTEURS EN CHEF
Amel BelHadj Ali
Talal Bahoury

REDACTION
Ali DRISS
Khmaies KRIMI
Hajer KRIMI
Sarra BOUDALI

PHOTOS
Anis MILII

INFOGRAPHIE
Hela AMMAR

DIRECTION COMMERCIALE
Meryem BEN NASR

ADMINISTRATION
Raja Bsaies
Walid Zanouni

FINANCE
Mohamed El Ayed

Prix : 4,90 Dinars
Abonnement annuel : 200 DT

01 EDITO
La Tunisie face au vertige du déficit | Lucidité ou renoncement ?

02 ECO-FINANCE
Déficit commercial, une spirale dangereuse

03 START-UP
Technologies de l'eau | Quand la Tunisie laisse filer ses talents

04 BOURSE
Les sociétés cotées à la Bourse de Tunis confirment leur dynamique au 1er semestre 2025

05 DIASPORA
Diaspora - Myriam Maatoug, fondatrice de Dar Oomi à Zarzis | «Bâtir en Tunisie, c'est résister»

06 CHRONIQUE
Pas gaie, pas gaie la rentrée

(C) WMC

استري للتأمين
ASTRÉE ASSURANCES
Since 1949

البنك التونسي
BANQUE DE TUNISIE

Épargne plus

Investissez en toute sérénité

6,31% rendement net servi en 2024

www.astree.com.tn

CENTRE DE RELATION CLIENT 81 10 12 12

www.bt.com.tn

La Tunisie face au vertige du déficit |

Lucidité ou renoncement ?

Le thermomètre économique ne ment pas : la Tunisie s'enfonce dans un déséquilibre extérieur qui menace son avenir. Les derniers chiffres publiés par l'INS sonnent comme un coup de semonce : un déficit commercial qui frôle déjà les 12 milliards de dinars à mi-année, un taux de couverture en chute libre et la perspective glaçante d'un gouffre de 20 milliards à la fin de 2025. Ce n'est plus une alerte statistique : c'est une fracture stratégique.

Car derrière les pourcentages, une réalité brutale se dessine : la machine exportatrice cale, les importations galopent, et le pays finance sa dépendance au prix de son avenir. Exporter moins, importer plus : telle est l'équation mortifère qui mine notre souveraineté économique.

Le symptôme d'une fragilité de fond

Il serait trop simple d'imputer cette dérive aux turbulences mondiales ou à la conjoncture géopolitique. Ce déficit est structurel, enraciné dans l'incapacité du pays à transformer ses atouts en richesses exportables. Le recul des ventes d'huile d'olive, malgré des volumes en hausse, illustre cette contradiction : faute de valeur ajoutée et de stratégie de filière, la Tunisie subit les prix mondiaux plutôt qu'elle ne les influence. Même logique pour l'énergie, où la chute des ventes de produits raffinés creuse la plaie.

Cette perte de compétitivité affaiblit le dinar, alourdit la dette extérieure et nourrit une inflation importée qui ronge le pouvoir d'achat. Le déficit n'est plus une donnée comptable : il est le miroir d'un pays qui s'appauvrit en consommant ce qu'il n'a pas su produire.

Croissance fragile, dépendance accrue

Paradoxalement, le PIB affiche une embellie au deuxième trimestre 2025, avec une croissance de 3,2 %. Les services, l'agriculture et certaines industries manufacturières reprennent des couleurs. Mais cette croissance ressemble à un trompe-l'œil : elle repose sur la demande intérieure, alors même que le commerce extérieur agit comme un boulet. En clair, le moteur tourne, mais la jauge de carburant est vide.

L'État se retrouve alors face à un dilemme dangereux : s'endetter davantage à l'extérieur, au risque de perdre sa marge de manœuvre, ou mobiliser l'épargne intérieure, quitte à assécher les banques et à décourager l'investissement productif. Dans les deux cas, le cercle vicieux menace.

Des opportunités à saisir, mais vite

La Tunisie ne manque pourtant pas de leviers. L'intérêt croissant des investisseurs chinois pour les ressources stratégiques – phosphates, brome, transition énergétique – montre que le pays conserve une attractivité. Mais encore faut-il négocier avec fermeté et vision, afin que ces projets servent l'intérêt national plutôt que de renforcer une nouvelle dépendance.

De même, les innovations locales dans la gestion de l'eau, vitales pour un pays asphyxié par le stress hydrique, témoignent d'un potentiel ignoré. Quand nos propres talents cherchent refuge à l'étranger pour valoriser leurs inventions, c'est un aveu d'échec collectif.

L'heure de vérité

La Tunisie est à la croisée des chemins. Soit elle continue à naviguer à vue, entre populisme destructeur et bricolage budgétaire, soit elle ose une stratégie industrielle claire, soutenue par un climat d'affaires stable et un État qui assume son rôle de catalyseur.

Le déficit commercial n'est pas une fatalité. C'est le symptôme d'une économie qui n'a pas choisi entre subir et agir. Mais le temps des demi-mesures est révolu. La lucidité n'est plus une option, c'est une nécessité vitale.

E25

The ecosystem of the Ecological Transition

NOVEMBRE
4 — 7, 2025

PARC DES EXPOSITIONS DE RIMINI, Italie

ECOMONDO

The green technology expo.

Organisé par

ITALIAN EXHIBITION GROUP
Providing the future

En collaboration avec

ITA | madeinitaly.gov.it

DEMANDEZ VOTRE BILLET GRATUIT ICI

Tunisie |

Déficit commercial, une spirale dangereuse

La Tunisie risque une dérive économique si les signaux d'alerte ne sont pas pris au sérieux. Le déficit commercial dépasse déjà les 9,9 milliards de dinars au cours de la première moitié de l'année, un niveau jamais atteint hors période de crise. Derrière cette dégradation se cache une dynamique inquiétante : recul des exportations, explosion des importations, perte de compétitivité, et dépendance au financement extérieur.

Le scénario d'un déficit record de 20 milliards à la fin de 2025 semble de plus en plus probable. Le dernier rapport de l'INS (Institut National de la Statistique) sur les échanges commerciaux extérieurs est sans équivoque : au premier semestre 2025, les exportations tunisiennes ont reculé de 0,6 %, atteignant 31,77 milliards de dinars contre 31,95 milliards un an plus tôt. Une réponse inattendue dans un contexte censé marquer la relance post-Covid.

À l'opposé, les importations ont bondi de +4,3 %, totalisant 41,67 milliards de dinars contre 39,97 milliards au premier semestre 2024. Résultat : un déficit commercial aggravé de près de

2 milliards de dinars, culminant à -9,9 milliards de dinars. Le taux de couverture – indicateur clé de la capacité du pays à financer ses importations par ses exportations – a chuté de 79,9 % à 76,2 %. Un décrochage significatif, révélateur d'une perte d'équilibre dans les flux de dispositifs.

« La dérive du déficit commercial n'est pas une donnée technique, c'est un symptôme de perte de souveraineté.»

Un déficit structurel, pas seulement conjoncturel

Ce déséquilibre ne peut plus être attribué à des circonstances passagères. Il révèle une fragilité de fond. La Tunisie peine à tirer partie de ses atouts structurels – géographiques, humains, agricoles, industriels – pour dynamiser ses exportations. Et lorsque celles-ci reculent, alors que les importations augmentent, la pression sur les fondamentaux macroéconomiques deviennent insoutenable. Ce déficit extérieur n'est pas neutre : il affaiblit la valeur du dinar, accroît la dette extérieure, alimente les pressions inflationnistes sur les produits importés et creuse les inégalités, car il touche directement le pouvoir d'achat des ménages.

Tourisme : l'espoir d'une saison exceptionnelle… sous condition

Dans ce contexte, le tourisme est attendu comme un moteur vital. Les prévisions officielles tablaient sur une année 2025 « exceptionnelle ». Mais la réalité du terrain est plus nuancée. La Tunisie subit une concurrence régionale féroce de la Turquie et de l'Égypte, qui ont adapté leur politique tarifaire au contexte géopolitique, guerre entre l'Iran et l'entité sioniste oblige, en attirant massivement les marchés de l'Est, y compris les touristes polonais traditionnellement acquis à la Tunisie.

« Exporter moins, importer plus : la Tunisie finance sa dépendance au prix de son avenir. »

Sur le plan domestique, la réforme sur les chèques a eu un effet pervers : de nombreux ménages tunisiens qui finançaient leurs courts séjours avec des chèques postdatés ont tout simplement annulé leurs vacances. Résultat : une demande intérieure en berne et une consommation touristique comprimée.

« La lucidité n'est plus une option, c'est une nécessité. »

Attendons-nous trop de la récolte céréalière ?

Autre sujet sensible : les importations de céréales, théoriquement en baisse en quantité dans l'espoir qu'une bonne campagne de récolte compense. Le fait est qu'au 5 juillet, la récolte nationale s'établissait à 10 millions de quintaux, soit à peine 1 million de plus que l'an dernier, et bien en deçà de l'objectif des 15 millions prévus par le budget. La saison étant quasiment terminée, l'argument d'une récolte excédentaire ne tient plus.

La baisse des importations serait donc davantage le fruit de restrictions budgétaires, imposées par le manque de devises, que d'une autosuffisance céréalière réelle. Et ce, alors même que les besoins alimentaires devraient être en augmentation du fait de la saison touristique.

Exportations industrielles : résultats mitigés

Les exportations ont enregistré une baisse dans le secteur de l'énergie de 36,3% sous l'effet de la diminution de nos ventes des

produits raffinés soit 245,6MD contre 950,4 MD, ainsi que le secteur des industries agro-alimentaires de -19,1% à la suite de la baisse de la valeur de nos ventes en huiles d'olives 2346,6 MD contre 3406 MD.

Dans un pays où l'exportation est censée être un levier de croissance, la baisse des exportations des produits en question est d'autant plus préoccupante. L'huile d'olive – secteur historiquement performant – a vu ses flux perturbés à cause d'affaires liées à plusieurs grands opérateurs du secteur. Les quantités exportées plus importantes cette année n'ont pas apporté les recettes escomptées, les cours mondiaux de l'huile d'olive ayant baissé. Les exportations du secteur mines, phosphates et dérivés ont enregistré une hausse de +11,2% celui des industries mécaniques et électriques de +6,2% et textile, habillement et cuirs de +0,4% progressent encore plus sur le deuxième semestre pour, relativement, pallier le recul des autres produits en quantité et en valeur.

« L'espoir d'une relance repose sur une stratégie industrielle claire et partagée. »

Jusqu'où ira le déficit ?

La crainte d'un déficit de 20 milliards de dinars à fin 2025 est désormais évoquée ouvertement par plusieurs économistes. Ce seuil critique, franchi uniquement en période de pandémie, symboliserait une rupture durable des équilibres extérieurs. Une telle situation contraindrait l'État à intensifier le recours à la dette extérieure, ou à mobiliser l'épargne intérieure, au risque d'asphyxier les banques et de détourner les financements du secteur productif. Et dans un pays où la culture entrepreneuriale peine à se maintenir, cette perspective alimente la défiance des investisseurs et accentue la stagnation.

Des solutions à portée de main ?

La Tunisie ne manque pourtant pas de leviers, encore faut-il en prendre compte pour des mesures constructive loin d'un populisme devenu destructeur pour le pays.
Il suffit de réactiver le tissu industriel, de doter des moyens pour renforcer ses capacités à l'export et d'améliorer l'attractivité logistique et la valorisation des produits à haute valeur ajoutée pour inverser la tendance. Mais cela exige : une stratégie claire de soutien aux exportateurs, un climat d'affaires apaisé et transparent, des incitations fiscales stables et surtout, une vision à long terme portée par l'État et partagée avec le secteur privé ce qui ne semble pas être le cas aujourd'hui.

« Le déficit commercial est en passe de franchir un seuil critique inédit hors période de crise. »

La dérive du déficit commercial n'est pas seulement une donnée technique. C'est le symptôme d'un pays qui importe ce qu'il pourrait produire et qui n'exporte pas assez ce qu'il pourrait vendre. Si rien n'est fait pour redresser la barre, le pays risque de se retrouver en situation de dépendance chronique, étranglé entre le service de la dette, l'inflation importée et la rareté des devises.

C'est le socle même de la souveraineté économique qui est en jeu. Face à cette urgence, la Tunisie doit choisir : continuer à nier l'ampleur du problème, ou mettre en œuvre une politique économique réaliste, volontariste et cohérente. La lucidité n'est plus une option, c'est une nécessité.

Amel Belhadj Ali

ESET Research découvre PromptLock, le premier ransomware piloté par l'intelligence artificielle

ESET identifie PromptLock, un ransomware inédit exploitant l'IA générative pour ses opérations.

Ce malware utilise un modèle de langage local générant automatiquement des scripts Lua malveillants compatibles tous systèmes (Windows, Linux, macOS).

PromptLock s'appuie sur un modèle gratuit via API, déployant les scripts directement sur l'appareil ciblé.

Grâce à des instructions préprogrammées, il décide automatiquement d'exfiltrer ou de chiffrer les données.

Malgré son statut de preuve de concept, PromptLock constitue une menace concrète.

ESET identifie PromptLock, un ransomware révolutionnaire exploitant l'intelligence artificielle générative. Ce malware intègre un modèle de langage pour générer automatiquement des scripts malveillants et décider de façon autonome quels fichiers cibler, marquant une évolution majeure des cyberattaques.

« L'émergence d'outils comme PromptLock met en évidence un changement significatif dans le paysage des cybermenaces», explique **Anton Cherepanov, chercheur senior chez ESET ayant analysé le malware avec son collègue Peter Strýček.**

PromptLock génère des scripts Lua multiplateformes (Windows, Linux, macOS) qui analysent les fichiers locaux. Grâce à des invites prédéfinies, l'IA détermine automatiquement s'il faut exfiltrer ou chiffrer les données. Une fonction destructrice existe mais demeure inactive.

Développé en Golang avec un chiffrement SPECK 128 bits, ce ransomware a déjà été détecté sur VirusTotal. ESET le considère comme une preuve de concept représentant néanmoins une menace réelle.

«Avec l'aide de l'IA, le lancement d'attaques sophistiquées est devenu beaucoup plus facile, éliminant ainsi le besoin d'équipes de développeurs qualifiés», précise Cherepanov. *«Un modèle d'IA bien configuré est désormais suffisant pour créer des logiciels malveillants complexes et auto-adaptables. Si elles sont correctement mises en œuvre, ces menaces pourraient compliquer considérablement la détection et rendre le travail des défenseurs considérablement plus difficile.»*

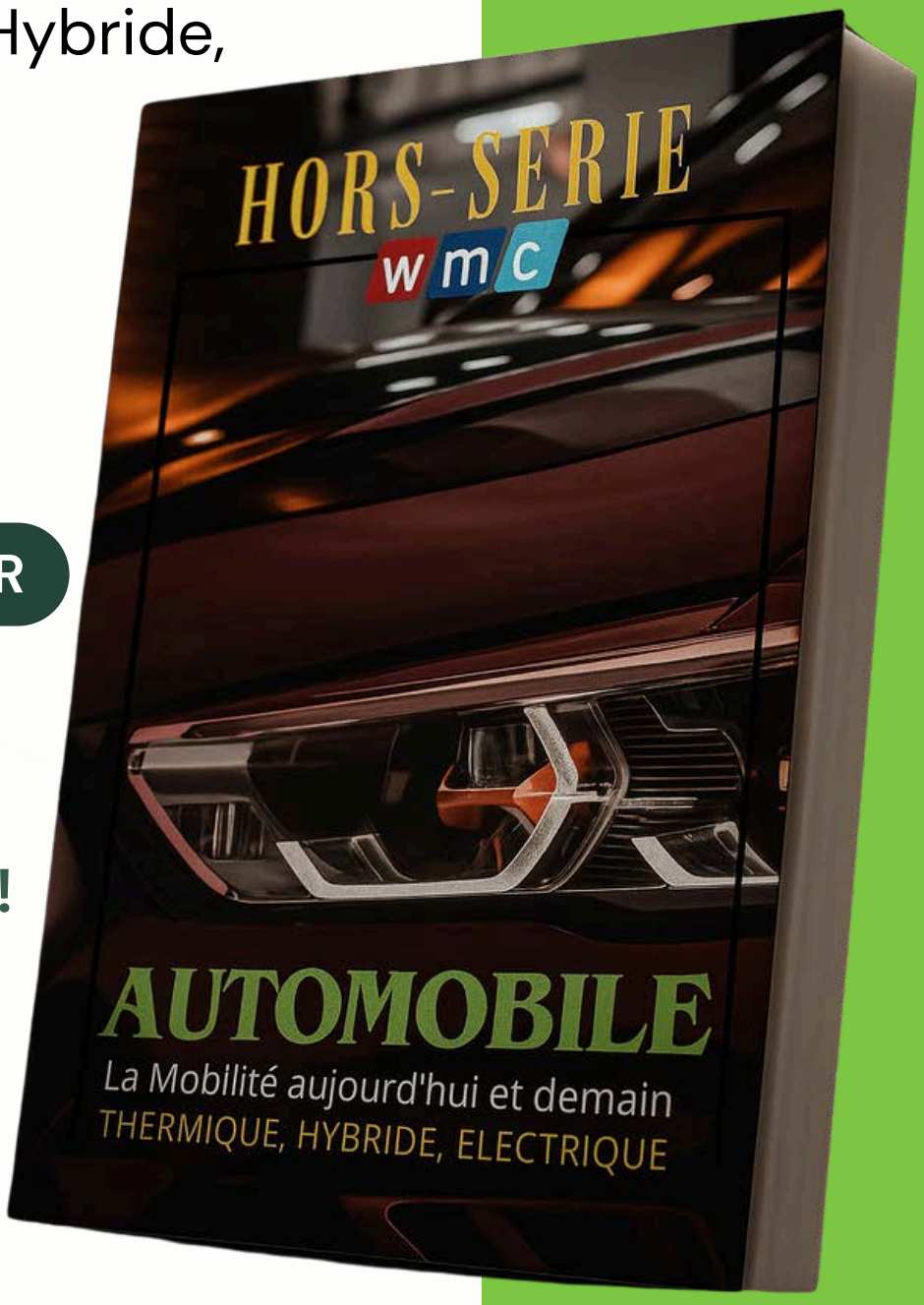
Le malware exploite un modèle de langage gratuit via API pour générer directement les scripts sur l'appareil infecté. La note de rançon contient une adresse Bitcoin prétendument liée à Satoshi Nakamoto.

ESET a divulgué les détails techniques de sa découverte pour sensibiliser la communauté des défenseurs en cyber sécurité. Le malware est référencé sous l'appellation Filecoder. PromptLock.A.

Hors-SERIE Magazine

AUTOMOBILE 2025

Thermique, Hybride, Electrique



TELECHARGER

marques, innovations, chiffres clés !

www.webmanagercenter.com

Commerce extérieur fin juin 2025 |

La Tunisie face à un déséquilibre inquiétant

L'Institut national de la statistique (INS) vient de publier les chiffres du commerce extérieur arrêtés à fin juin 2025. Derrière statistiques et pourcentages, un constat s'impose: le pays s'enfonce dans un déséquilibre qui menace à la fois la croissance, la stabilité monétaire et la sécurité alimentaire.

En un an, le déficit commercial a bondi de 9,6 milliards de dinars à 11,9 milliards, soit une aggravation de 2,3 milliards. Ce chiffre, loin d'être anecdotique, illustre une tendance préoccupante : la machine exportatrice tunisienne ralentit, pendant que les importations explosent.

Quand les importations galopent et les exportations s'essoufflent

Dans une économie ouverte, il est logique que les importations augmentent lorsque la demande intérieure se porte bien. Mais encore faut-il que les exportations suivent le rythme. Dans les faits, la réalité des échanges commerciaux en Tunisie n'est pas des plus reluisantes : Les importations grimpent de 45 % en valeur, les exportations reculent légèrement… mais reculent tout de même. Cette divergence alimente un déficit commercial qui pèse sur les réserves en devises et fragilise le dinar.

Secteurs clés l'huile d'olive recule, le textile décroche

Le recul touche des secteurs stratégiques et en prime l'agroalimentaire : l'huile d'olive, fleuron des exportations tunisiennes, enregistre une chute considérable. La baisse des prix a entraîné une diminution des recettes d'exportation, malgré une augmentation des quantités exportées. Ses ventes à l'étranger passent d'un peu plus de 3,6 milliards de dinars en 2024 à 2,5 milliards en 2025, soit 900 millions de moins. Une contre-performance qui s'explique par la volatilité des prix internationaux.
L'analyse sectorielle révèle des dynamiques très contrastées :

- **En hausse :** le secteur mines, phosphates et dérivés progresse de +8,6 % et les industries mécaniques et électriques enregistrent une avancée de +6,5 %.
- **En forte baisse :** l'énergie plonge de -34,8 %, en raison d'un effondrement des ventes de produits raffinés (381,3 MD contre 1 143,1 MD un an plus tôt) ;
- **Recul des industries agroalimentaires de -17,5 %**, tiré par la baisse des exportations d'huile d'olive (2 506,1 MD contre 3 636,2 MD) ;
- **Textile, habillement et cuir:** repli plus modéré de -0,2 %.

Le taux de couverture poursuit sa descente

Le taux de couverture des importations par les exportations s'effrite dangereusement : 75,6% en 2025, contre 79,4 % en 2024 et 78 % en 2023. En 2022, il dépassait encore ce seuil. Ce glissement, discret mais constant, traduit une perte de compétitivité et une dépendance accrue vis-à-vis de l'étranger.

Importations : derrière les chiffres, des choix politiques

Les données brutes cachent des décisions stratégiques – ou leur absence. S'agissant des Céréales : en volume, les achats passent de 2,375 millions de tonnes en 2024 à 1,953 million en 2025. Un recul paradoxal, alors même que les besoins restent élevés. Officiellement, la bonne récolte nationale compenserait, mais les risques de tensions sur le marché ne sont pas écartés.

La réduction des quantités de sucre importées, est-elle aussi notable. Après un peu plus de 300 000 tonnes importées en 2023, le volume tombe à 159 000 tonnes en 2024, provoquant des pénuries, puis à 142 000 tonnes cette année. Avec une production locale quasi inexistante, cette raréfaction semble relever d'une stratégie implicite de réduction des subventions, au prix d'une tension sur les prix à la consommation. Encore heureux que les produits pharmaceutiques soient disponibles en légère hausse de 4,4 à 4,8% en valeurs stables.

Matières premières : signes d'essoufflement industriel

La baisse des importations de papier, carton, coton et fibres textiles végétales reflète le ralentissement du secteur textile. À l'inverse, le bois, l'aluminium et certains métaux progressent, signe que d'autres branches industrielles résistent encore.

Mais le signal le plus préoccupant vient des équipements industriels : les importations de chaudières, réacteurs et machines mécaniques reculent fortement. Moins d'équipements, c'est moins d'investissements productifs… et donc un risque de croissance bridée à moyen terme.

Une trajectoire risquée

Le commerce extérieur est souvent un thermomètre de l'économie. Or, les chiffres de 2025 indiquent que la Tunisie s'engage sur une trajectoire où le déficit se creuse, les secteurs exportateurs perdent du terrain et l'investissement industriel ralentit.

Si cette tendance se confirme, le pays risque non seulement d'accroître sa dépendance aux financements extérieurs, mais aussi de voir ses marges de manœuvre budgétaires et monétaires se réduire encore. Dans un contexte mondial instable, ce n'est pas seulement une alerte statistique : c'est un avertissement stratégique.

Amel Belhadj Ali

en bref

Commerce extérieur Tunisie : les 5 chiffres à retenir à fin juin 2025

- **11,9 milliards de dinars →** Montant du déficit commercial, un record historique, en hausse de 2,3 milliards par rapport à 2024.
- **75 % →** Taux de couverture des importations par les exportations, contre 79 % un an plus tôt.
- **-34,8 % →** Chute des exportations d'énergie, plombées par l'effondrement des ventes de produits raffinés (381,3 MD contre 1 143,1 MD).
- **-17,5 % →** Recul des exportations d'industries agroalimentaires, essentiellement dû à la baisse des ventes d'huile d'olive (2 506,1 MD contre 3 636,2 MD).
- **+8,6 % et +6,5 % →** Progression respective des exportations de mines, phosphates et dérivés et des industries mécaniques et électriques, rares secteurs en hausse.

+16 % en six mois ?

Le marché financier tunisien confirme son rebond au premier semestre 2025. L'indice de référence TUNINDEX progresse de 16,31 %, une performance supérieure à celle du premier semestre 2024 (+11,15 %).

Même tendance haussière pour le TUNINDEX20, qui regroupe les 20 valeurs les plus liquides, avec une progression de 18,80 %, contre +14,22 % à la même période un an plus tôt.

Les secteurs en tête : finance et agroalimentaire

Sur les douze indices sectoriels suivis par la Bourse de Tunis, dix affichent des performances positives au 30 juin 2025. Deux secteurs se distinguent par des hausses particulièrement marquées :

- *Services financiers : +29,91 %*
- *Agro-alimentaire et boissons : +28,62 %*

Ces résultats traduisent une forte reprise de confiance des investisseurs dans des secteurs moteurs de l'économie tunisienne, notamment la finance et la consommation.

Comment expliquer le rebond du PIB en Tunisie au printemps 2025?

L'économie tunisienne a marqué un net rebond au deuxième trimestre 2025. Selon les estimations des comptes nationaux, le Produit Intérieur Brut (PIB) corrigé des variations saisonnières a progressé de 3,2 % en rythme annuel, soit son plus haut niveau depuis deux ans. Par rapport au premier trimestre 2025, l'activité enregistre également une forte hausse de 1,8 %, confirmant une reprise après un début d'année en demi-teinte.

Le premier trimestre avait en effet été marqué par une quasi-stagnation, avec une baisse de –0,1 % sur un trimestre et une progression limitée à 1,6 % sur un an. Ce ralentissement traduisait les difficultés persistantes de certains secteurs clés, notamment l'industrie et l'agriculture, fragilisés par des chocs externes et des conditions climatiques défavorables.

La performance du deuxième trimestre s'inscrit dans la continuité de la tendance enclenchée en 2024, année où la croissance avait atteint 2,5 % au dernier trimestre. L'économie bénéficie d'un regain d'investissement, d'une consommation intérieure en amélioration et d'une relative reprise des exportations.

Toutefois, cette dynamique reste fragile. Les défis structurels demeurent nombreux : déficit commercial persistant, dépendance énergétique, pressions sur les finances publiques et incertitudes politiques. La demande extérieure, en particulier en provenance de l'Union européenne, pourrait également influencer la trajectoire des prochains trimestres.

Malgré ces risques, les perspectives pour 2025 apparaissent plus favorables. Si la tendance actuelle se maintient, la Tunisie pourrait renouer avec une croissance annuelle autour de 3 %, un seuil symbolique rarement atteint depuis la crise sanitaire.

Pour les investisseurs comme pour les institutions financières, ce rebond est un signal positif. Mais il souligne aussi l'urgence d'engager des réformes structurelles afin de transformer cette embellie conjoncturelle en croissance durable et inclusive.

en bref

- **Le PIB progresse de 3,2 %** sur un an au 2e trimestre 2025.
- **Forte hausse +1,8 %** sur un trimestre, plus haut niveau depuis 2022.
- **Reprise** après un T1 2025 marqué par la stagnation.
- **Tendance positive** amorcée en 2024 confirmée.
- **Perspectives annuelles autour de 3 %** si la dynamique se maintient.
- **Défis persistants :** déficit commercial, énergie, stabilité politique.

COMAR
ASSURANCES
C'est plus sérieux

AVEC COMAR SANTÉ INTERNATIONALE, TOUJOURS CONFIANTS

Une prise en charge intégrale de vos frais de santé(*) sans aucune avance en Tunisie et à l'étranger (dans les limites du contrat);

Un libre choix du pays et de l'établissement de prise en charge (dans la limite la zone choisie);

Un remboursement en 7 jours au maxi...

Des plans d'assurance **sur mesure**

Plan Fondamental, Plan Confort, Plan Optimal

** Jusqu'à 2,5 Millions de dinars tunisiens par personne et par an.*

COMAR
SANTÉ INTERNATIONALE

كومار
تأمينات
COMPAGNIE MÉDITERRANÉENNE D'ASSURANCES ET DE RÉASSURANCES
Siège Social : Imm. COMAR, Av. H. Bourguiba, 1001 Tunis Téléphone : 71 340 699 - Télécopie : 71 344 770
www.comar.tn

Pourquoi les investisseurs chinois misent-ils sur les ressources stratégiques tunisiennes ?

Ces dernières semaines, les multinationales chinoises sont de plus en plus nombreuses à visiter la Tunisie, à y explorer des opportunités d'affaires et à prendre parfois des décisions d'investissement. Trois exemples méritent qu'on s'y attarde.

La première initiative, la plus importante est à l'actif du groupe multinational chinois Asie — Potash International investment (Guangzhou), spécialisé dans le commerce des céréales, le potasse, le transport maritime et la logistique internationale.

« Nous voulons accélérer les démarches pour démarrer rapidement l'exploitation du gisement de Sra Ouertane. »

Un investissement de 800 MDT pour développer le gisement de Sra ouertane

En visite, en ce mois de juillet 2025, dans la région du Kef (nord ouest de Tunisie) où est localisé le gisement de phosphate de Sra ouertane, le président de cette multinationale chinoise a annoncé son intention d'investir, dans une première étape 800 MDT pour le développement de ce gisement dont les réserves sont estimées à des milliards de tonnes.

« Huawei joue un rôle clé dans la transition numérique et énergétique de la Tunisie. »

Mieux, dans une déclaration aux médias, le responsable chinois, a tenu à confirmer « la volonté de son entreprise d'accélérer les démarches administratives pour obtenir les autorisations nécessaires au démarrage du projet ».

Un investissement de 95 MDT pour créer une unité de brome et dérivés

La deuxième décision d'investissement chinois est attribué à la multinationale Shandong Haiwang Chemical Co., groupe spécialisée dans la chimie, notamment dans la production de brome. halogène présent dans l'eau de mer et les sources salines. Il est utilisé comme désinfectant pour les piscines et spas.

Reçu le 17 juillet à Tunis, par la ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, Fatma Thabet Chiboub, le vice-président du groupe Wu Yonghong, s'est engagé à investir en Tunisie quelque 95 millions de dollars dans une unité de dérivés de brome d'une capacité annuelle de près de 92000 tonnes.

Shandong Haiwang Chemical Co., 1ère entreprise du secteur en Chine et 3ème au rang mondial, est déjà titulaire de deux permis d'exploration des sels minéraux à Chott El Jérid Nord ainsi qu'à Al Adhibate Sud (gouvernorat de Tataouine).

Le groupe chinois ne compte pas s'arrêter là. Il a donné son accord de principe pour produire et valoriser le sel tunisien et d'autres ressources minières à haute valeur ajoutée.

Huawei pour aider la Tunisie à mener sa transition énergétique

La troisième initiative est à l'actif du groupe chinois Huawei spécialisé dans la fourniture de solutions dans le secteur des (TIC) et de réseaux de télécommunication aux opérateurs (matériels, logiciels et autres prestations de services…).

« Les Chinois ne sont pas des anges gardiens… mais des partenaires stratégiques à encadrer. »

Une délégation de ce groupe a discuté, le 9 juillet 2025, à Tunis, avec Jalel TEBIB, Directeur Général de l'agence de promotion des investisseurs extérieurs (FIPA), des possibilités de coopération et d'investissement notamment dans le domaine de l'énergie numérique. Il s'agit de technologies appliquées à la gestion de l'énergie (intégration

des technologies digitales comme l'IA, l'IoT, le Cloud…). Objectif : optimiser la production, la gestion et la consommation d'énergies renouvelables en lien avec les objectifs de la Tunisie en matière de transition énergétique.

Présent en Tunisie depuis 1999, Huawei Tunisie compte déjà une unité employant 200 personnes dont 90% sont des tunisiens est un acteur majeur dans les domaines des télécommunications, des services aux entreprises, des terminaux intelligents et des énergies renouvelables, jouant un rôle clé dans la transition numérique et énergétique de la Tunisie.

Mention spéciale pour la distinction du groupe Huawei en Tunisie. Lors de l'édition 2022 du Tunisia Investment Forum, organisée par FIPA, le groupe chinois a obtenu le Prix de l'industrie des TIC et du développement des talents.

Par delà cette intensification des investissements chinois en Tunisie, nous espérons que les détails de mise en œuvre de ces projets d'infrastructure seront bien négociés –bien négociés- par les tunisiens particulièrement en matière de soutenabilité environnementale et sociale. Les chinois ne sont pas des anges gardiens !!!.

Abou SARRA

en bref

- **Trois grandes entreprises chinoises** accélèrent leur implantation en Tunisie.
- **Asia Potash investit 800 MDT** dans le développement du gisement de Sra Ouertane.
- **Shandong Haiwang** engage 95 millions USD pour une unité de brome à Chott El Jérid.
- **Huawei** propose un partenariat stratégique dans la transition énergétique et numérique.
- Si ces projets confirment l'attractivité tunisienne, ils exigent une vigilance renforcée sur l'impact social, environnemental et économique.

L'UGTT

La présidence du gouvernement tunisien a publié, jeudi 14 août 2025, un décret mettant fin au détachement syndical à compter du 11 août.

Réagissant à cette mesure, le secrétaire général adjoint de l'UGTT, Sami Tahri, a déclaré à Diwan FM que ce texte « intervient dans un contexte de guerre contre le droit syndical » et traduit la volonté du pouvoir « de poursuivre les restrictions » en la matière.

Selon lui, il s'agit d'un geste politique destiné à envoyer un message ferme, plus qu'à répondre à une réalité, puisque « le détachement syndical a pratiquement disparu depuis 2022 ». Il estime que la décision vise surtout « à attiser les tensions ou à satisfaire une partie de l'opinion publique et des partisans ».

Le texte gouvernemental, publié sur le site officiel, demande aux ministres et secrétaires d'État de dresser immédiatement la liste des agents détachés auprès des organisations syndicales, dans l'ensemble des administrations centrales, régionales et locales, et de les rappeler à leurs postes d'origine. En cas de refus, les administrations devront engager les procédures administratives et juridiques appropriées.

Un frein à la croissance tunisienne en 2025 ?

L'économie tunisienne a enregistré une croissance de 2,4 % au cours du premier semestre 2025, a fait savoir vendredi l'Institut national de la statistique (INS).

PIB au deuxième trimestre

Au deuxième trimestre 2025, les estimations issues des comptes nationaux trimestriels montrent que le Produit Intérieur Brut (PIB) en volume, corrigé des variations saisonnières, a progressé de 3,2 % sur un an, selon une note de l'INS publiée vendredi.

En glissement trimestriel, c'est-à-dire par rapport au premier trimestre 2025, le PIB a augmenté de 1,8 %.

Demande intérieure et échanges extérieurs

L'INS indique une hausse de 3,3 % de la demande intérieure en volume, contribuant positivement à hauteur de 3,59 % à la croissance économique du T2 2025 (3,2 %).

En revanche, le solde des échanges extérieurs de biens et services a contribué négativement à hauteur de -0,43 %, du fait de la baisse du volume des exportations (-9,6 %) et de la hausse du volume des importations (+8,9 %).

Agriculture : forte progression

La valeur ajoutée du secteur agricole a évolué de 9,8 % en glissement annuel au T2 2025. Ce secteur a contribué à hauteur de 0,84 % au taux de croissance de 3,2 %.

Services : dynamique soutenue

Le secteur des services a maintenu un rythme positif au T2 2025, avec une croissance de 1,9 %.

Cette progression résulte de l'évolution de :

- +7 % de la valeur ajoutée des hôtels, restaurants et cafés,
- +3 % du secteur des transports,
- +1,5 % du secteur informatique et de la communication.
- Le secteur des services a contribué pour 1,21 % au taux de croissance global.

Industrie manufacturière en hausse

La valeur ajoutée du secteur des industries manufacturières a progressé de 3,9 % grâce à :

- +10,1 % pour les industries chimiques,
- +9,6 % pour les industries mécaniques et électriques,
- +7,7 % pour les industries minières.

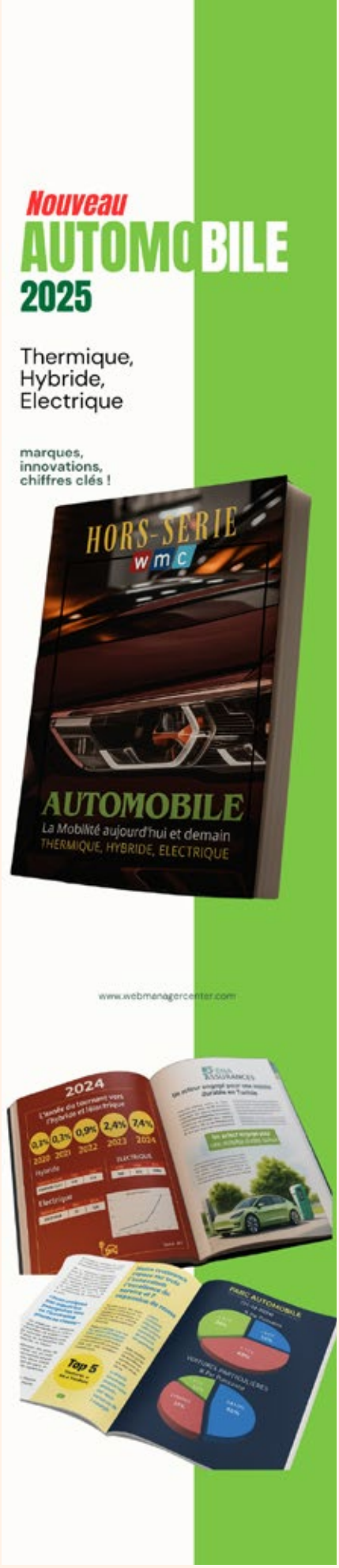
Autres secteurs en progression

La valeur ajoutée du secteur de l'énergie, des mines, de la production et distribution d'eau, d'assainissement et de gestion des déchets a augmenté de 2,1 % au T2 2025.

Cette hausse est liée à la progression de 39,5 % de la valeur ajoutée du secteur des mines et de 9,6 % de celle du secteur de la construction et du bâtiment.

en bref

- Croissance de 2,4 % enregistrée au premier semestre 2025.
- Le PIB progresse de 3,2 % sur un an au T2 2025 (+1,8 % par rapport au T1).
- La demande intérieure soutient la croissance (+3,59 %), mais le commerce extérieur pèse (-0,43 %).
- L'agriculture enregistre une forte hausse (+9,8 %), contribuant pour 0,84 %.
- Les services (+1,9 %) et l'industrie manufacturière (+3,9 %) affichent des dynamiques positives.



TOUS RÉUNIS AUTOUR D'UNE MÊME PASSION

100 000
PROFESSIONNELS

1 400
EXPOSANTS & MARQUES

EQUIP AUTO PARIS

LE SALON INTERNATIONAL DES PROFESSIONNELS DE L'AUTOMOBILE

• DEMANDEZ VOTRE BADGE D'ACCÈS

CONTACT

CCITF/PROMOSALONS TUNISIE • T. +216 31 31 78 78 | ons.charni@ccitf.org

14-18 OCTOBRE 2025 • PARIS EXPO PORTE DE VERSAILLES

equipauto.com

#equipauto

Un salon de Keyrus Fiev FFC COMEXPOSIUM

Organisé par EQUIP'AUTO SAS

Technologies de l'eau |

Quand la Tunisie laisse filer ses talents

Un constat : en dépit de la gravité du stress hydrique auquel la Tunisie est confrontée, les gouvernants du pays ont cette tendance fâcheuse à ne pas accorder d'intérêt aux inventions mises au point par des Tunisiens pour économiser l'eau. Ce sont toujours les étrangers qui s'empressent de les valoriser et d'en tirer le meilleur profit.

IrriApp : l'irrigation intelligente ignorée localement

C'est le cas de l'invention IrriApp, conçue par Irwise, startup tunisienne spécialisée dans l'ingénierie de l'irrigation.

Il s'agit d'une technologie de pointe d'irrigation à distance. À peine mise au point, son concepteur, Mohamed Mekki Maâlej, a annoncé aux médias que l'application serait valorisée, en priorité, en Algérie, en Libye et au Maroc, et non en Tunisie, pour deux raisons.

Le diffuseur enterré : une innovation qui séduit ailleurs

Autre exemple : l'invention du diffuseur enterré de Bellachheb Chahbani. Elle ne sera pas industrialisée en Tunisie, aucun homme d'affaires du pays n'ayant voulu y investir. Elle sera en revanche valorisée sur les marchés MENA et africains, deux zones aux besoins énormes en matière d'adaptation au réchauffement climatique.

Transformer l'air en eau potable : l'exemple Kumulus Water

Dernier exemple en date : l'invention permettant de transformer l'humidité de l'air ambiant en eau potable, sans aucun raccordement au réseau hydraulique.

Portée par la startup franco-tunisienne Kumulus Water, cette technologie vient d'être adoptée et valorisée par l'entreprise turque TAV Tunisie, exploitante des aéroports d'Enfidha et de Monastir.

Des générateurs atmosphériques installés à Enfidha

La valorisation de cette invention a débuté par l'installation de plusieurs machines à l'aéroport international Enfidha-Hammamet. Ces générateurs atmosphériques fonctionnent sans raccordement au réseau d'eau : ils captent l'humidité ambiante, la filtrent, l'enrichissent en minéraux, puis la transforment en eau potable de haute qualité.

Le lancement officiel du projet a eu lieu le 31 juillet 2025. Selon TAV Tunisie, cette initiative s'inscrit dans une politique RSE ambitieuse, visant à proposer une alternative écologique, économique et durable à la consommation d'eau en bouteille.

Un appel à suivre l'exemple

Espérons que nos aéroports suivront TAV Tunisie et équiperont à leur tour leurs installations en machines Kumulus Water pour tirer profit de cette solution innovante. C'est la moindre des choses qu'ils puissent faire !

ABS

40 mille hectares

Entre 2001 et 2024, la Tunisie a perdu 27, 2 mille hectares de couverture arborée dues aux incendies et 10,9 mille hectares à cause d'autres facteurs (déboisement, dégradation…).

Par régions, c'est le gouvernorat de Bizerte qui a connu, au cours de ces 23ans, la part la plus élevée de perte de couverture arborée due aux incendies avec une moyenne de 435 hectares perdus par an.

L'ensemble de ces données ont été fournies par Global Forest Watch (GFW), application web open source permettant de surveiller les forêts mondiales en temps quasi réel (alertes d'incendies).

GFW est une initiative de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui fournit les données sur les incendies des forêts.

Selon GFW, la Tunisie a connu, en 2021, le plus grand nombre d'incendies, avec 322 incendies. Faut il percevoir dans cette augmentation du nombre des incendies une connotation politique. Et pour cause, l'été 2021, a été marquée par un changement majeur dans le pays avec le coup de force constitutionnel opéré par le Président Kaies Saied, le 25 juillet 2021.

Autre donnée fournie par le GFW, l'année présentant la plus grande perte de couverture arborée due aux incendies au cours de cette période était 2017 avec 7,86 mille hectares de pertes dues aux incendies.

GRANDS PRIX DE L'INNOVATION AUTOMOBILE

EQUIP AUTO

PARIS 14-18 Octobre 2025

Les sociétés cotées à la Bourse de Tunis confirment leur dynamique au 1er semestre 2025

Malgré un contexte économique incertain, les sociétés cotées à la Bourse de Tunis ont enregistré une progression notable de leurs revenus au premier semestre 2025. Selon les données publiées par la BVMT, le revenu global des entreprises cotées s'élève à 12,8 milliards de dinars, en hausse de 5,9 % par rapport à la même période en 2024.

71 % des sociétés ayant publié leurs résultats, soit 50 sur 70, affichent une amélioration de leur chiffre d'affaires. Les 20 entreprises composant le Tunindex20 ont généré à elles seules 7,9 milliards de dinars, représentant 62 % du total, avec une progression de 4,8 %.

Performance sectorielle : la technologie et l'énergie en tête

La dynamique positive touche 7 des 9 secteurs analysés. Le secteur technologique se distingue avec une envolée de 23,3 %, suivi du pétrole et gaz (+21,9 %), des matériaux de base (+21 %) et de la chimie (+34,3 %). Dans le secteur financier, les 12 banques cotées enregistrent

un Produit Net Bancaire cumulé de 3,65 milliards de dinars (+4,8 %). Les sociétés de leasing et les compagnies d'assurances progressent respectivement de 6,2 % et 7,1 %.

Du côté des biens de consommation, les géants de l'agroalimentaire – Poulina, Délice et SFBT – enregistrent une hausse globale de 3,6 %. Les concessionnaires automobiles, quant à eux, bondissent de 20,6 %, notamment grâce aux performances d'ARTES (+52,7 %) et CITY CARS (+34,3 %).

Les plus fortes progressions et les contre-performances

Côté podium, les plus fortes hausses de revenus sont à mettre au crédit de ARTES (+52,7 %), NEW BODY LINE (+52,4 %), STA (+45,9 %) et ICF (+45,6 %). À l'inverse, SIMPAR (-75,8 %), TUNINVEST SICAR (-71,4 %) et SOTETEL (-29,7 %) enregistrent les plus fortes baisses.

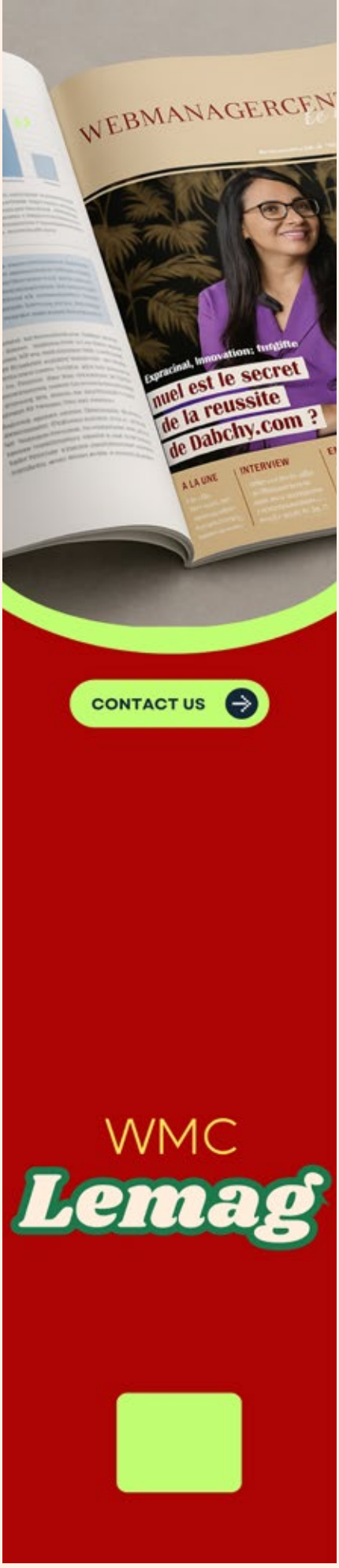
Marché boursier : indices en progression

Le TUNINDEX progresse de 16,31 % au premier semestre 2025, contre +11,15 % un an plus tôt. Le TUNINDEX20 enregistre une hausse encore plus marquée de 18,80 %.
Ces résultats témoignent d'une certaine résilience des entreprises tunisiennes face aux défis structurels de l'économie, tout en reflétant des disparités sectorielles importantes.

en bref

Chiffres clés

- **12,8 milliards TND —** Revenu global des sociétés cotées au 1er semestre 2025, en hausse de 5,9 %.
- **7,9 milliards TND —** Revenus des entreprises du Tunindex20, soit 62 % du total.
- **+23,3 % —** Croissance du secteur technologique, la meilleure performance sectorielle.
- **+52,7 % —** Progression record des revenus d'ARTES.
- **+16,31 % —** Hausse de l'indice Tunindex au 1er semestre 2025.



Land’Or Maroc lève 30 MDH pour booster sa production et ses parts de marché

En six ans de présence au Maroc, Land’Or Maroc Industries, filiale du groupe tunisien d’agrobusiness Land’Or, s’est imposée comme un acteur incontournable du marché du fromage fondu en portions. Créée pour importer et distribuer le célèbre fromage « triangle » depuis la Tunisie, l’entreprise est devenue un industriel à part entière en 2022, avec l’inauguration de son usine à Kénitra après deux ans de travaux.

Le fonds d’investissement Maghreb Private Equity Fund IV (MPEF IV), géré par Africinvest, vient de renforcer son partenariat stratégique avec Land’Or Maroc en injectant 30 millions de dirhams dans son capital. Déjà présent au tour de table du groupe depuis six ans, MPEF IV soutient ainsi la montée en puissance de la marque sur un marché dominé à plus de 40% par Les Fromageries Bel (La Vache qui Rit, Les Enfants). Cette levée de fonds permettra à Land’Or de poursuivre ses investissements industriels et de consolider sa position parmi les challengers, avec un objectif clair : dépasser 15% de parts de marché et se hisser à la troisième place derrière Les Fromageries de Doukkala (Cœur de Lait, Carré Crème).

Le marché marocain du fromage fondu reste dynamique, les consommateurs privilégiant encore ce format par rapport aux fromages frais ou à pâte molle. En 2023, Land’Or avait déjà étendu ses capacités grâce à un prêt de 3,5 millions d’euros de la BERD, soit près de 37 millions de dirhams.

Cette nouvelle étape illustre la stratégie offensive du groupe fondé en 1994 par Hatem Denguezli et Hichem Ayed, qui entend capitaliser sur sa marque forte et sur l’appui d’investisseurs institutionnels pour accélérer sa croissance au Maghreb.

Devises, Taux, Indicateurs

Cours moyens des devises cotées en Dinar Tunisien

12/09/2025

MONNAIE	SIGLE	UNITÉ	VALEUR
DINAR ALGÉRIEN	DZD	10	0,2245
DOLLAR CANADIEN	CAD	1	2,1043
DOLLAR DES USA	USD	1	2,9118
LIVRE STERLING	GPB	1	3,9488
YEN JAPONAIS	JPY	1000	19,7270
DIRHAM MAROCAIN	MAD	10	3,2550
FRANC SUISSE	CHF	10	36,5448
EURO	EUR	1	3,4087
DINAR LIBYEN	LYD	1	0,5395
Yuan Chinois	CNY	1	0,4090

Cours moyens à terme en Dinar Tunisien

PERIODE	USD	EUR
3 MOIS	2,9483	3,4625
6 MOIS	2,9800	3,5145

Cours de devises en dinar Tunisien

Moyenne des cours du marché interbancaire (annuel)
2015 - 2023

7,50%
TMM
15/09/2025

7,50%
TID
15/09/2025

7,50%
TMM
Aout 2024

6,50%
TRE
Sept 2024

25,252
Milliard
Avoirs en devise
15/09/2025

109
Jours d'importations
15/09/2025

NEO BTE

Réinventons la banque ensemble !

1ère Banque en ligne en Tunisie

OUVERTURE DE COMPTE

100% EN LIGNE

GET IT ON Google Play

Download on the App Store

بنك تونس و الإمارات
Banque de Tunisie et des Emirats

Tensions politiques en Tunisie |

Le bras de fer entre le pouvoir et l'UGTT

C'est visible, on n'a pas besoin d'un dessin pour le constater : une vive tension règne, actuellement, entre l'exécutif et l'Union générale tunisienne du travail (UGTT). Les frictions entre les deux parties, générées, semble-t-il, par la reprise des grèves et leur corollaire, le blocage d'importants secteurs du pays, ne cessent de se multiplier et de s'accentuer. Au regard de la gravité des accusations échangées, nous pensons qu'à l'horizon, une rupture probable et définitive est en train d'être concoctée entre le gouvernement et l'actuelle direction de la centrale syndicale.

Analyse du rapport de force

Nous nous empressons de remarquer qu'un regard d'ensemble sur le rapport de force en place montre que la centrale syndicale et sa direction actuelle seraient, cette fois-ci, les grandes perdantes, et ce, pour trois grosses erreurs commises, en cette période de démobilisation estivale, par les locataires de la place Mohamed Ali.

« Une rupture probable et définitive est en train d'être concoctée entre le gouvernement et l'actuelle direction de la centrale syndicale. »

Première erreur : la grève de fin juillet

La première a trait à la grève générale observée, en pleine canicule, pendant trois jours (30, 31 juillet et 1er août 2025). Ce débrayage dans le secteur du transport terrestre de voyageurs, lancé par la Fédération générale du transport relevant de l'UGTT, a entraîné une paralysie quasi-totale de la circulation du métro léger et des bus dans le Grand Tunis et dans les régions. Cette grève a suscité une très vive émotion, particulièrement auprès des couches sociales qui utilisent le transport public pour se rendre au travail.

Cette grève, que les syndicalistes glorifient en déclarant qu'elle a réussi à 100 %, a été, de notre point de vue, un véritable piège dans lequel est tombée la centrale syndicale. Et pour cause : le gouvernement, qui aurait pu utiliser, conformément à la loi, le mécanisme de la réquisition pour assurer un service minimum et atténuer l'acuité de cette grève jugée inhumaine et inacceptable, s'est abstenu de le faire, apparemment pour mouiller davantage la centrale et exacerber la haine que lui vouent déjà depuis longtemps les usagers du transport public et les citoyens en général.

Deuxième erreur : la reconduction de la grève

La deuxième erreur a été la décision de la même Fédération générale du transport de reconduire la grève pour les 7 et 8 août 2025, pour la Transtu et la Sntri. La grève a été néanmoins suspendue suite à des négociations avec la Direction générale des sociétés de transport. Au cours de ces négociations, le ministère du Transport aurait, selon nos informations, haussé le ton et menacé la fédération de graves représailles allant jusqu'à la dissolution.

Troisième erreur : la réaction à la manifestation du 7 août

La troisième erreur a été la réaction intempestive de la centrale syndicale à la manifestation pacifique — sans heurts — organisée le 7 août 2025, à la place Mohamed Ali Hammi, face au siège de l'UGTT, par une centaine de personnes sans ancrage politique selon les témoins (médias, blogueurs, réseaux sociaux…).

Les manifestants ont scandé des slogans hostiles à l'UGTT, qualifiée de « symbole de la corruption » et de « mafia », appelant à sa dissolution et au départ de son secrétaire général, Noureddine Taboubi. Les vidéos publiées à ce sujet ont montré une manifestation bon enfant, bien encadrée, où les forces de l'ordre séparaient dans la bonhomie les manifestants et les syndicalistes venus défendre les locaux de l'UGTT.

« Le syndicalisme ostentatoire pratiqué par l'actuelle UGTT est de loin en contradiction avec la simplicité et les nobles valeurs des fondateurs du syndicalisme tunisien. »

Réagissant à cette manifestation, la centrale a qualifié l'événement « d'attaque » et « d'agression barbare », le comparant à l'agression perpétrée le 4 décembre 2012 contre le siège de l'UGTT par la milice du parti Ennahdha, la Ligue de protection de la révolution. Pour mémoire, cette agression de 2012 avait été particulièrement violente, faisant de nombreux blessés. La comparaison, dans le cas du 7 août

2025, était à priori maladroite, la manifestation n'ayant généré aucun acte violent.

Escalade verbale et réactions politiques

Plus grave, franchissant toutes les lignes rouges, le secrétaire général adjoint de l'UGTT, Sami Tahri, a déclaré au lendemain que « cette attaque avait été préparée à l'avance par des partisans du président de la République », mobilisant des manifestants via les réseaux sociaux.

Cette déclaration a suscité la riposte immédiate de Kaies Saied, le 8 août 2025. Dans un communiqué publié à l'issue d'un entretien avec la cheffe du gouvernement, le président a recadré indirectement le responsable syndical et envoyé plusieurs messages. Il a rappelé que le syndicalisme ostentatoire pratiqué par l'UGTT actuelle est en contradiction avec la simplicité et les valeurs des fondateurs : Mohamed Ali Hammi, Farhat Hached et Tahar El Haddad. Il a évoqué la modestie des réunions de l'époque, sans prélèvements obligatoires, et critiqué les réunions dans des hôtels étoilés.

Il a également fait allusion aux retenues illégales à la source par l'administration des cotisations syndicales, laissant entendre qu'elles pourraient être supprimées. Or, avec 3 % prélevés sur le salaire de 700 000 adhérents, ces cotisations représentent une ressource majeure pour l'UGTT.

Conclusion et perspective

Globalement, le président semble décidé à prendre des mesures dures contre la direction actuelle de l'UGTT, affirmant qu'« il n'y aurait pas d'immunité pour quiconque aurait violé la loi » et que « la loi s'applique à tous ». L'actuelle direction doit donc s'attendre au pire.

Abstraction faite de ces échanges improductifs d'accusations, nous pensons que le moment est venu de réfléchir à une refondation du syndicalisme tunisien sur de nouvelles bases. Logiquement, avec les revers subis cet été, l'UGTT est bel et bien en fin de cycle.

Abou SARRA

en bref

- Une **vive tension** oppose l'exécutif tunisien à l'UGTT, laissant présager une rupture définitive.
- La centrale syndicale se retrouve en **position de faiblesse à cause de trois erreurs stratégiques** commises durant l'été 2025.
- **La grève des transports** en pleine canicule a causé une paralysie quasi totale et suscité la colère des usagers.
- Une **réaction jugée disproportionnée du syndicat** face à une manifestation pacifique a encore affaibli son image.
- Le président Kaies Saied a riposté aux accusations du syndicat en menaçant de **supprimer les prélèvements illégaux des cotisations,** qui sont la principale source de revenus de l'UGTT.
- Le président a également averti qu'il n'y aurait **«pas d'immunité»** pour quiconque aurait violé la loi, laissant entendre que la direction de l'UGTT pourrait s'attendre à des décisions dures.
- Le moment semble propice pour une **refondation du syndicalisme tunisien**, l'UGTT étant fragilisée et ayant subi d'importants revers.

Gouvernance |

La filiation, le mal qui gangrène le secteur public

La filiation dans l'administration et en entreprise, tendance à se faire succéder automatiquement par un membre de la famille après la retraite ou en cas d'invalidité, serait, selon des observateurs, l'une des entraves majeures à la création de richesses en Tunisie. Ce phénomène freinerait la croissance et perpétuerait des fragilités structurelles telles que les disparités régionales, la pauvreté multidimensionnelle et l'inégalité des chances.

Origines historiques et cadre sociopolitique

Utilisé abusivement depuis l'indépendance par dirigeants et chefs d'entreprises, ce mécanisme — héritage de l'époque makhzenienne ottomane — leur a permis de contrôler le recrutement dans les secteurs public et privé. En l'absence d'État de droit fort et de contre-pouvoirs crédibles, les décideurs, issus de régimes autoritaires, ont massivement recruté des proches. Le tribalisme professionnel et entrepreneurial a ainsi remplacé le tribalisme primaire que Bourguiba voulait combattre.

Tolérance dans le privé, inacceptabilité dans le public

Si la filiation peut se comprendre dans le privé — un chef d'entreprise « family friendly » relayé par ses enfants ou son épouse —, elle est inacceptable dans le secteur public, financé par l'argent des contribuables. Depuis l'indépendance, le pouvoir politique a été mobilisé au profit de certaines castes et régions.

Ampleur et pratiques sectorielles

Aujourd'hui, dans presque tous les secteurs, les jeunes cadres et ouvriers accèdent aux postes

grâce à des liens familiaux avec des responsables influents. Le phénomène touche aussi les universités et le corps médical, où l'on retrouve souvent des familles entières dans une même spécialité. Parfois, la filiation bénéficie d'arrangements légaux, conclus avec la complicité de l'UGTT, permettant l'embauche sans concours dans des secteurs comme les banques, l'énergie, les mines ou les établissements publics. Les institutions les plus rémunératrices — Banques, Compagnie des phosphates de Gafsa, Groupe chimique, ETAP, SNDP, STEG… — sont particulièrement concernées.

Impact sur les disparités régionales

La généralisation de la filiation, en toute impunité, a accentué les inégalités entre régions côtières et intérieures. L'indice de développement régional 2025 montre des écarts marqués entre gouvernorats côtiers comme Tunis, Monastir, Ben Arous et Sousse, et régions comme Kasserine, Kairouan, Jendouba et Sidi Bouzid. Ces disparités avaient déjà alimenté les révoltes de 2010–2011.

Transparence et digitalisation : progrès et limites

Depuis, la digitalisation et une volonté politique relative ont permis des avancées, mais les effets restent limités. Des affaires récentes montrent que les fuites aux concours et le copinage persistent, y compris sous la présidence de Kaïs Saïed.

Exemples récents

– Concours des inspecteurs du ministère de l'Éducation : allégations de fuites d'épreuves avant examen, entraînant enquêtes et réactions syndicales.
– Affaire Mohamed Abidi : un bachelier de 18/20 orienté vers une filière non demandée, privant l'accès aux facultés de médecine et de pharmacie. Le problème a été corrigé après médiatisation.

Pratiques sous régimes passés

Sous Bourguiba, Ben Ali et les islamistes, l'orientation universitaire était influencée par l'origine sociale et familiale. Abid Briki a révélé que sous Ben Ali, des enfants de syndicalistes entraient en médecine avec 10/20 de moyenne.

Conséquences économiques

Pour les économistes, la filiation dégrade les performances administratives et entrepreneuriales, plaçant parfois des personnes non qualifiées à des postes stratégiques.
La filiation existe ailleurs mais reste exacerbée en Tunisie. Sa persistance menace la stabilité et appelle des mesures législatives sévères. L'idéal serait une réforme en profondeur de l'État, avec un véritable État de droit, contrôlé par des contre-pouvoirs forts: justice indépendante, syndicats libres, presse libre, parlement légitime.

Abou SARRA

en bref

- **Pratique :** La filiation consiste à faire succéder un proche dans l'administration ou l'entreprise.
- **Origine :** Héritage de l'époque ottomane, renforcé depuis l'indépendance.
- **Impact :** Freine la croissance, aggrave les inégalités régionales et sociales.
- **Secteurs concernés :** Administration, entreprises publiques, universités, corps médical.
- **Actualité :** Malgré la digitalisation, des affaires récentes révèlent fuites aux concours et copinage persistants.

Kiosque Numérique

Diaspora - Myriam Maatoug, fondatrice de Dar Oomi à Zarzis |

«Bâtir en Tunisie, c’est résister»

Sous le soleil de Zarzis, elle a retrouvé sa terre, sa langue, ses ancêtres et ses rêves. Après 43 années d'exil en France, elle a troqué la rigueur comptable contre la chaleur d'une maison d'hôtes qu'elle a bâtie pierre par pierre, comme on répare une mémoire dispersée.

Dans cette Tunisie qu'elle chérit malgré ses blessures, elle incarne une fidélité farouche à ses racines, un engagement lucide envers un avenir à construire, et un amour profond pour un pays que tant quitter mais qu'elle a choisi de retrouver. Pour Myriam Maatoug, fondatrice de la maison d’hôte haut de gamme “Dar Oomi” revenir, ce n'est pas seulement rentrer : c'est reconnaître qu'on appartient toujours à un lieu beaucoup plus vaste que soi chargé d’histoire et leg d’une grande civilisation. Entretien.

Pourquoi avoir quitter la France pour revenir à Zarzis ?

J'ai passé quarante-trois années loin d'ici. J'ai quitté la Tunisie à dix-sept ans, après y avoir grandi, après y avoir obtenu mon bac. Je suis partie étudier, persuadée que ce n'était qu'une parenthèse. Mais la vie en a décidé autrement. J'ai construit ma carrière dans mon pays d’accueil et j'ai vraiment cru être devenue française mais sans le sentiment d’y avoir réellement été adoptée. À force de courir, j'avais oublié d'où je venais. Jusqu'au jour où j'ai compris que quelque chose manquait, qu'un vide plus profond que le temps s'était creusé.

« Revenir, ce n’est pas seulement rentrer. C’est reconnaître qu’on appartient à un lieu plus vaste que soi. »

« En France, j'ai travaillé. Mais je n'ai pas vécu. »

Alors je suis rentrée. Rentrée là où je suis en paix. Zarzis, c'est ma boussole, ma terre, le berceau de mes ancêtres. Là où repose ma mère, là où mon père est né. C'est là que je me sens entière. Ailleurs, je n'étais que de passage. C'est chez moi c'est pas ailleurs et nous ne nous sentons bien que chez nous. Je pense qu'on ne se rend compte de cela qu'à un certain âge lorsqu'on a accompli beaucoup de choses.

Mais beaucoup pensent que la qualité de vie est meilleure en Europe…

C'est ce qu'on croit. On me dit souvent : « Tu peux parler, tu as vécu en France. »

Mais que sait-on de ce qu'est vivre là-bas ? J'ai travaillé quinze heures par jour, six jours sur sept. Je n'ai pas vu les saisons passer. J'ai payé 42 % d'impôts chaque année. J'ai travaillé dur, mais je n'ai pas vécu. Et puis, malgré les diplômes, malgré la réussite, on reste « l'Arabe ».

Quand on est une femme, c'est pire encore. Aujourd'hui, ce n'est plus une origine, c'est une mise en accusation. On devient « musulman » comme on devient suspect.

L'Europe se réfère. La peur y circule en silence. La haine y prend forme dans les urnes. L'Histoire se répète, et cela glace.

Quel a été le déclencheur de votre retour ?

La mort de ma mère. Ce fut un point de bascule. Elle était algérienne, mais elle a voulu être enterrée à Zarzis, là où elle avait été la plus heureuse. C'est dire la force de l'attachement.

« La terre vous dit sans parler : tu es revenu, tu es des nôtres. »

Avec mon frère Hichem, qui vivait en Thaïlande, nous avons compris que notre lieu d'ancrage était ici, et pas ailleurs. À Tunis, on nous appelait les « Akkara » — ceux qui parlent avec un « G » au lieu du « Qāf », ceux qu'on regarde avec un mélange de condescendance et d'amusement. Mais ici, à Zarzis, on est chez soi. La terre vous accueille comme une mère absente trop longtemps. Elle vous enveloppe, vous dit sans parler : « Tu es revenu, tu es des nôtres. »

« Notre Sud peut se redresser sans perdre son âme. »

Ce sentiment, c'est une chaleur qui ne s'explique pas. C'est un lien invisible autour de l'âme. Et cela ne se découvre qu'à un certain âge, quand on a appris à écouter les voix de nos origines, celles qui nous appellent du plus profond de notre subconscient. Cette source d'émotions, de pensées, d'impulsions et de souvenirs qui agissent au-delà de notre compréhension consciente.

Quel regard portez-vous aujourd'hui sur la Tunisie ?

Un regard d'amour lucide. Nous avons un pays extraordinaire, mais nous avons oublié qui nous sommes. C'est ici qu'a été fondée la première université du monde. C'est ici qu'est née l'école obligatoire, le Code du Statut Personnel, l'abolition de l'esclavage, l'une des premières Constitutions de la région. Et

pourtant, nos enfants partent, nos ingénieurs, médecins, managers, startuppers et scientifiques choisissent Dubaï, Casablanca, Paris, ou encore Montréal. Et là-bas, ils brillent : en médecine, en tech, en tourisme, en recherche. Ils sont à la pointe, partout.

« La Tunisie mérite mieux qu'un séjour tout compris à 300 €. »

Mais il y a aussi ceux qui choisissent de rester et qui ne doivent pas baisser les bras. Nous devons résister, aimer cette terre, la défendre, et reconstruire ce qui a été abîmé. L'avenir n'est pas ailleurs. Il est ici, si nous y croyons, si nous avons foi en notre Tunisie et si nous savons nourrir le rêve.

Vous avez lancé un projet ambitieux à Zarzis. Pouvez-vous nous en parler ?

J'ai tout quitté. Vendu ma maison à Paris, fermé mon cabinet d'expert-comptable. Mon frère Hichem qui vit en Thaïlande m'a rejoint. Ensemble, avec nos propres moyens, nous avons lancé « Dar Oomi », une maison d'hôtes que nous avons bâtie pierre par pierre, sans banque, sans dettes avec des fonds propres. Il nous a fallu huit ans pour y réussir. C'est notre offre à Zarzis.

Ce n'est pas qu'un projet touristique…

Non. C'est un geste symbolique. Nous avons voulu montrer

qu'en Tunisie, on peut faire du haut de gamme, offrir un service d'excellence sans renier l'authenticité.

Assez de cette image du séjour tout compris à 300 €. La Tunisie mérite mieux. Elle peut rayonner autrement.

Et cela fonctionne ?

Oui. Nous avons hébergé un séminaire de Chanel. Nous sommes référencés chez Relais & Châteaux. Nous sommes approchés par d'autres grandes maisons. Cela prouve que rien n'est hors de portée, si on travaille avec rigueur et sincérité.

Combien de suites compte Dar Oomi ?

Sept aujourd'hui. Et quatre autres sont en cours de construction. Chaque suite porte le nom d'une femme d'exception. C'est notre manière de leur rendre hommage, de faire vivre leur mémoire entre les murs. Nous achevons là, la suite baptisée “Fatma Al Fihria”, la Tunisienne qui a bâti la première université au Maroc à Fès “l’Université Al Quaraouiyine”.

Quel bilan tirez-vous après trois ans d'activité ?

Nous sommes heureux. Ce que nous faisons, nous le faisons avec exigence, avec cœur.

Nous ne cherchons pas la rentabilité à tout prix, mais la justesse. Nous voulons que notre rêve porte d'autres rêves. Que Zarzis devienne une destination de lumière. Que notre Sud se redresse sans perdre son âme.

Entretien conduit par Amel Belhadj Ali

en bref

- Myriam Maatoug a quitté la France après 43 ans pour revenir à Zarzis, sa ville natale.
- Elle y a fondé “Dar Oomi”, une maison d’hôtes haut de gamme construite sans dettes, avec son frère.
- Le projet incarne un retour aux racines, mais aussi une vision d’excellence et d’authenticité pour la Tunisie.
- Référencée chez Relais & Châteaux, “Dar Oomi” attire une clientèle internationale exigeante.
- Pour elle, revenir, c’est réparer, transmettre, et montrer que l’avenir peut aussi se construire ici, avec foi et exigence.

CUPRA LEON

À PARTIR DE **63 DT HT/JOUR**

DRIVE WITH STYLE

Offre valable dans la limite des stocks disponibles.
Sous réserve d'acceptation de votre dossier par notre partenaire adhérent.

CONTACTEZ NOUS: **36 036 036**

Hôtel du Lac, 50 ans d'histoire |

L'icône brutaliste de Tunis survivra-t-elle?

Conçu par l'architecte italien Raffaele Contigiani et inauguré en 1973, l'Hôtel du Lac s'impose comme une icône du patrimoine architectural tunisien. Sa silhouette en pyramide inversée, posée sur 190 pieux de béton armé, illustre l'ambition moderniste de la Tunisie indépendante. L'édifice, qui comptait 416 chambres, a accueilli de nombreuses personnalités internationales et reste mondialement cité comme exemple d'architecture brutaliste, voire source d'inspiration cinématographique pour Star Wars.

De la gloire à l'abandon

Initialement propriété de l'État via la SHTT, l'hôtel connaît un déclin dans les années 1990, avant de fermer au début des années 2000. Revendu à un groupe tunisien, il passe ensuite en 2010 sous le contrôle de la Libyan Arab Foreign Investment Company (LAFICO), filiale du fonds souverain libyen, pour environ 5,2 millions d'euros. Depuis, le bâtiment reste fermé, tiraillé entre projets de démolition et promesses de réhabilitation.

« L'Hôtel du Lac n'est pas un simple bâtiment, c'est un morceau de l'identité tunisienne. »

Des projets contrariés

LAFICO avait annoncé vouloir raser l'hôtel pour construire un complexe moderne, suscitant une levée de boucliers d'associations patrimoniales tunisiennes et internationales. Face à la pression

citoyenne, la Commission nationale du patrimoine et le ministère de la Culture ont acté en 2024 la préservation du bâtiment, avec un projet de restauration et d'aménagement d'un pôle touristique. Le nom du groupe Radisson a circulé comme futur exploitant, sans concrétisation.

« La pyramide inversée du Lac est plus qu'une architecture, c'est un repère culturel. »

Une polémique relancée

En août 2025, de nouvelles vidéos laissent croire que la démolition aurait débuté le 15 août, déclenchant colère et manifestations. Si LAFICO affirme qu'il ne s'agit que de travaux intérieurs en vue d'une réhabilitation, plusieurs témoignages évoquent au contraire le démontage de la structure. L'absence de communication claire des autorités entretient le doute et alimente la mobilisation citoyenne.

Un enjeu patrimonial et politique

L'affaire dépasse le cas d'un hôtel abandonné. L'Hôtel du Lac symbolise la mémoire urbaine de Tunis, le conflit entre spéculation immobilière et protection du patrimoine, ainsi que les failles de gouvernance dans la gestion des édifices modernes. Ce dossier met aussi en lumière la fragilité du patrimoine hôtelier tunisien, souvent laissé à l'abandon. La mobilisation actuelle illustre une prise de conscience culturelle et civique, appelant à concilier développement économique et préservation identitaire.

en bref

- Conçu en 1970, inauguré en 1973, l'Hôtel du Lac est un chef-d'œuvre brutaliste en pyramide inversée.
- Fermé au début des années 2000, il est racheté en 2010 par la société libyenne LAFICO.
- Depuis, le bâtiment oscille entre projets de démolition et promesses de réhabilitation.
- En août 2025, rumeurs et vidéos relancent la polémique d'une démolition en cours.
- Le cas de l'Hôtel du Lac illustre la tension entre spéculation économique et préservation du patrimoine tunisien.

Costa Coralis

Le projet Costa Coralis, prévu sur 140 hectares à Tabarka (Jendouba), pourrait transformer la ville en pôle touristique majeur. Porté par la société Hayfa pour le développement et l'investissement, il a déjà suscité l'intérêt d'investisseurs locaux et étrangers, selon Saadallah Khalfaoui, membre du conseil d'administration. Deloitte estime qu'il pourrait créer plus de 12 000 emplois.

En attendant les autorisations définitives des ministères concernés, un projet pilote de 7 hectares a été lancé face à l'hôtel La Cigale. Doté d'un capital de 5,5 milliards de dinars, il prévoit un hôtel haut de gamme, des espaces commerciaux et culturels, et des infrastructures de congrès et de cinéma pour dynamiser la ville toute l'année.

Costa Coralis vise à combler les faiblesses structurelles de Tabarka – capacité hôtelière limitée (5 000 lits) et aéroport sous-utilisé – à travers cinq pôles : portuaire, santé, commerce, loisirs et immobilier, renforçant ainsi son attractivité au-delà de la saison estivale.

Kiosque Numérique

BRAND CONTENT

CONTENU DE MARQUE

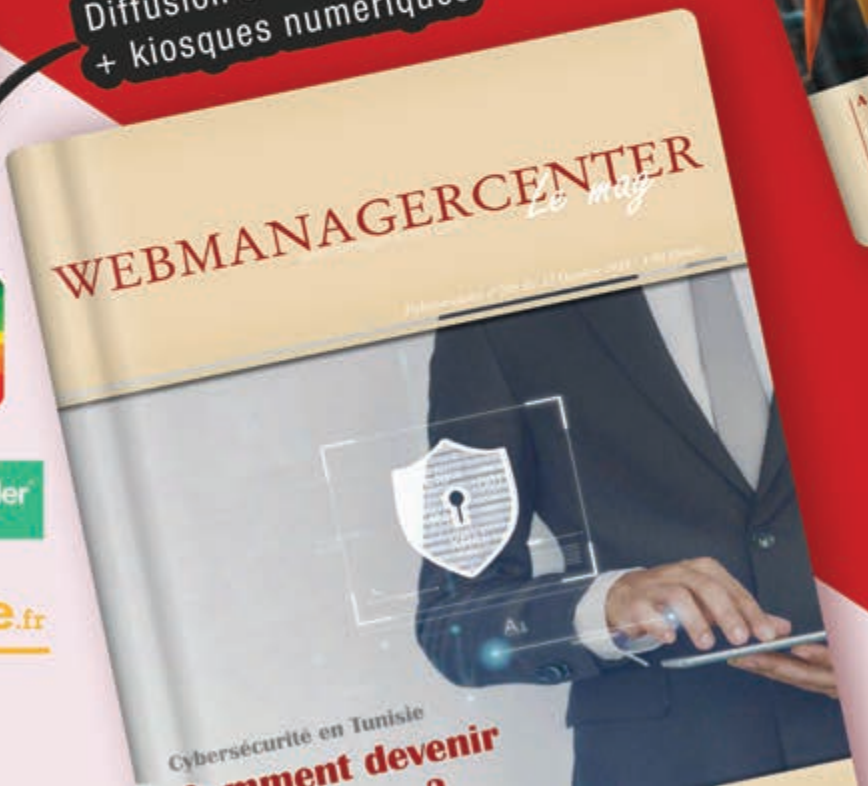
CONTENU RÉDACTIONNEL

E-mail : img@planet.tn / Tél.: 71 962 775

hebdomadaire

WMC Le Mag

Diffusion abonnés
+ kiosques numériques



TT PRESSE

pressreader

ePresse.fr

Haithem Goddi, fondateur de MCOM |

Comment BuzzBip permet-il aux marques de parler aux bons clients au bon moment ?

Devons-nous de nouveau insister sur l'importance des jeunes startups dans le développement économique en créant des emplois, stimulant la transformation numérique et en répondent à des besoins nouveaux ou mal satisfaits ? Les Startup sont de véritables catalyseurs de croissance, participant activement à la dynamisation des écosystèmes nationaux et régionaux. C'est le cas de BuzzBip, partie d'un projet de digitalisation des commerces en Tunisie. BuzzBip s'est rapidement positionnée sur un enjeu plus stratégique : la conversion dans l'e-commerce via des messages ciblés, conversationnels et automatisés.

Rencontre avec Mhamed Ali Ben Mahmoud cofondateur, qui dévoile dans l'entretien ci-après les coulisses de cette solution qui séduit de plus en plus d'acteurs en Afrique et au Moyen-Orient.

Quelle a été l'étincelle initiale qui a donné naissance à BuzzBip ?

Tout a commencé avec Walid, mon cofondateur. On voulait aider les petits commerçants tunisiens à digitaliser leur marketing grâce à des QR codes, pour capter les données clients et créer du lien. Mais très vite, on a constaté que le marché n'était pas prêt. En écoutant les besoins du terrain, sur une urgence identifiée bien plus forte : permettre aux e-commerçants de mieux interagir avec leurs clients. C'est là qu'est née BuzzBip, une plateforme simple qui booste les ventes en envoyant le bon message, à la bonne personne, au bon moment.

« C'est en écoutant les petits commerçants que nous avons compris l'urgence d'un marketing plus humain, plus ciblé. »

Vous insistez sur la «segmentation » des bases e-commerce. Comment la définir-vous et quels sont les bénéfices concrets ?

Chez BuzzBip, la segmentation ne se limite pas à des filtres classiques. C'est une lecture fine et intelligente du comportement d'achat : fréquence d'achat, panier moyen, produits préférés, abandons de panier… Par exemple, un client qui revient tous les 15 jours, ou un autre qui clique souvent sur des chaussures sans jamais acheter : les identifier, les comprendre, et ensuite leur adresser un message ultra personnalisé. Résultat : moins de messages, mais beaucoup plus de pertinence et des conversions qui explosent.

En quoi l'intelligence de vos chatbots se distingue-t-elle de celle de vos concurrents ?

Nos bots ne se contentent pas de répondre : ils anticipent. Ils comprennent le contexte, les préférences du client, son historique d'achat… et proposent des actions concrètes qui conduisent à l'achat. Ils sont connectés aux outils e-commerce, CRM, réseaux sociaux, pour un parcours fluide. Et surtout, on les conçoit avec un seul objectif : générer des ventes. C'est notre ADN.

« La technologie n'est pas là pour remplacer la relation, mais pour la rendre plus juste et plus fluide. »

« Un bon message ne s'impose pas, il répond à un besoin que le client n'a pas encore formulé. »

Pourriez-vous nous décrire le parcours type d'un consommateur qui interagit avec BuzzBip ?

Prenons l'exemple d'une boutique de prêt-à-porter : une cliente clique sur une pub Instagram, atterrit sur WhatsApp, le bot lui pose trois questions (taille, couleur, style), lui propose trois produits disponibles. Elle en choisit un, reçoit un lien de paiement, valide sa commande. Elle reçoit ensuite une confirmation par WhatsApp. Quelques jours plus tard, le bot lui demande si elle est satisfaite, puis lui recommande une nouvelle pièce. Tout est fluide, automatique, mais toujours personnalisé et humain.

Comment transformez-vous une interaction froide en une relation de confiance durable ?

Nous ne faisons pas de démarchage téléphonique classique. Chaque message est déclenché par un signal : un panier abandonné, une inactivité, un retour sur le site… Et nos échanges sont utiles, jamais intrusifs. Lorsqu'un message est bien ciblé et arrive au bon moment, la relation de confiance s'installe naturellement.

Quelles sont vos principales mesures pour évaluer l'efficacité des campagnes ?

On suit tout : taux de clic, taux de réponse, taux de conversion, panier moyen… Mais notre KPI phare reste le chiffre d'affaires généré par campagne. C'est ce qui compte vraiment pour nos clients.

Quels sont vos marchés prioritaires aujourd'hui ?

Nos clients sont des e-commerçants, des marques, des PME, mais aussi des agences souhaitant proposer une solution efficace à leurs clients. Nous sommes actifs en Tunisie, venons de lancer le Kenya grâce au soutien de RedStart, et préparons notre déploiement en Arabie Saoudite avec E3 Ventures. Notre priorité, ce sont les marchés émergents, là où chaque conversion compte.

« Trop de messages tuent l'attention. La clé, c'est la pertinence, pas la quantité. »

Comment assurer-vous la protection des données personnelles ?

La sécurité et la conformité sont fondamentales pour nous. Toutes les données sont enregistrées avec consentement, sécurisées, traçables. Les utilisateurs peuvent à tout moment modifier ou supprimer leurs données. Nos infrastructures respectent les normes internationales.

« Ce sont les signaux faibles — un clic, une absence — qui racontent le plus sur nos comportements. »

Avez-vous des exemples concrets de retours clients?

Oui, un exemple marquant est celui d'Arkan.tn : pour chaque dinar investi, ils en récupèrent 65. Ce type de retour nous motive chaque jour. Nos solutions créent une vraie valeur ajoutée, bien au-delà des simples clics.

Quel est votre modèle économique?

Nous fonctionnons sur un modèle simple : un abonnement mensuel, plus des frais variables selon

les volumes. Nous proposons également des offres spécifiques pour les agences, ainsi qu'un accompagnement premium pour les grandes marques. Pas de surprise, pas de coûts cachés.

Comment voyez-vous faire évoluer la relation client-marque avec l'essor de l'IA et des réseaux sociaux ?

Les clients veulent des réponses rapides, mais personnalisées. L'IA rend cela possible : elle permet d'écouter, de comprendre, d'agir. À l'avenir, les marques qui réussiront seront celles qui sauront parler « juste », et non pas simplement « plus ».

Quelles sont vos ambitions à moyen terme ?

Nous voulons devenir le leader du marketing conversationnel en Afrique et au Moyen-Orient. Après la Tunisie et le Kenya, l'Arabie Saoudite est notre prochaine étape. Côté produit, on mise sur l'IA, l'omnicanal et les intégrations e-commerce avancées.

Quel conseil donneriez-vous à une équipe qui souhaite lancer une solution de marketing conversationnel ?

Commencez simplement. Choisissez un canal, un cas d'usage, et excellez dessus. Et surtout : parlez constamment à vos utilisateurs. Ce sont eux qui vous donneront la vérité du marché.

Entretien conduit par Amel Belhadj Ali

en bref

- BuzzBip est une startup tunisienne spécialisée dans le marketing conversationnel automatisé.
- Sa solution combine chatbots intelligents, segmentation fine et intégration e-commerce.
- Chaque interaction est déclenchée par un signal client (clic, inactivité, panier abandonné…).
- Résultat : moins de messages, plus de conversions, plus de chiffre d'affaires.
- Active en Tunisie et au Kenya, BuzzBip prépare son lancement en Arabie Saoudite.
- Objectif : devenir un acteur de référence en Afrique et au Moyen-Orient.

RADIO DIASPORA TUNISIA

the voices of the diaspora

webmanagercenter

in partnership with

RECONNECTT

Trois chercheuses tunisiennes primées pour leurs travaux sur l'intelligence artificielle

Le ministère de la Famille, de la Femme, de l'Enfance et des Personnes âgées a organisé, lundi, une cérémonie de remise du prix de la meilleure recherche scientifique féminine pour l'année 2025, sur le thème : « Le rôle de l'intelligence artificielle dans le développement des capacités individuelles ».

La cérémonie s'est déroulée en présence de la ministre Asma Jebri et du ministre des Technologies de la communication, Sofiane Hmissi.

Trois chercheuses primées

La chercheuse Emna Hariga a remporté le premier prix. La deuxième et la troisième places ont été attribuées respectivement à Saloua Sahnoun et Dalia El Euch.

Emna Hariga : IA et découverte de médicaments

Ingénieure en chimie analytique et chercheuse à l'Institut Pasteur, Emna Hariga a été récompensée pour ses recherches sur une plateforme intelligente visant à accélérer la découverte de médicaments antimicrobiens grâce à l'intelligence artificielle. La recherche cible le coronavirus et la leishmaniose, qui touche près d'un million de personnes chaque année. La plateforme a déjà contribué à la découverte de cinq nouveaux médicaments devant

entrer en phase préclinique et obtenir un brevet. L'objectif est également d'élargir son champ d'application à d'autres maladies, dont le paludisme.

Saloua Sahnoun : IA et médecine intelligente

La deuxième place est revenue à Saloua Sahnoun, docteure en génie électrique, pour ses travaux intitulés « Reconnaissance des gestes de la main à l'aide de l'intelligence artificielle au service de la médecine intelligente ».

Ses recherches portent sur l'interaction entre intelligence artificielle et intelligence humaine, permettant de contrôler une main artificielle par la pensée, destinée aux personnes atteintes de troubles neurologiques et sensoriels.

Dalia El Euch : IA et diagnostic précoce de la schizophrénie

La troisième place a été décernée à Dalia El Euch, professeure adjointe en linguistique, pour sa recherche sur « L'utilisation excessive des pronoms personnels chez les personnes atteintes de schizophrénie ».
Après l'analyse de 80 ans de travaux, elle démontre que l'analyse linguistique neurologique assistée par l'intelligence artificielle permet un diagnostic précoce de cette maladie mentale.

Engagement institutionnel et reconnaissance des femmes chercheuses

La ministre Asma Jebri a rappelé que le choix du thème s'inscrit dans les mutations mondiales, soulignant l'importance de l'IA pour l'économie, la recherche et la gestion. Elle a précisé que les femmes tunisiennes représentent 55,1 % des chercheuses et occupent la deuxième place mondiale pour la proportion de diplômées dans les filières scientifiques et techniques (58 %).
Elle a également annoncé que la valeur du prix passait de 10 000 à 15 000 dinars et qu'un comité scientifique avait été créé, réunissant 13 ministères et des experts.

Vers une utilisation responsable de l'IA

Le ministre Sofiane Hmissi a insisté sur l'importance de mettre la recherche scientifique au service du social. Il a souligné que l'intelligence artificielle dépasse désormais le cadre universitaire et fait partie de la vie quotidienne, notamment au sein de la famille et pour les enfants. Il a appelé à un cadre national clair pour une utilisation responsable de cette technologie.

en bref

- Le prix 2025 de la meilleure recherche scientifique féminine a été remis par le ministère de la Famille.
- Emna Hariga a remporté le premier prix pour une plateforme d'IA dédiée à la découverte de médicaments.
- Saloua Sahnoun a obtenu la deuxième place pour des recherches sur le contrôle d'une main artificielle par la pensée.
- Dalia El Euch a été distinguée pour un diagnostic précoce de la schizophrénie via l'analyse linguistique assistée par IA.
- La ministre Asma Jebri a mis en avant les performances des chercheuses tunisiennes, tandis que Sofiane Hmissi a appelé à un cadre national responsable pour l'IA.

E25

The ecosystem of the Ecological Transition

NOVEMBRE
4 — 7, 2025

PARC DES EXPOSITIONS DE RIMINI, Italie

ECOMONDO

The green technology expo.

Organisé par

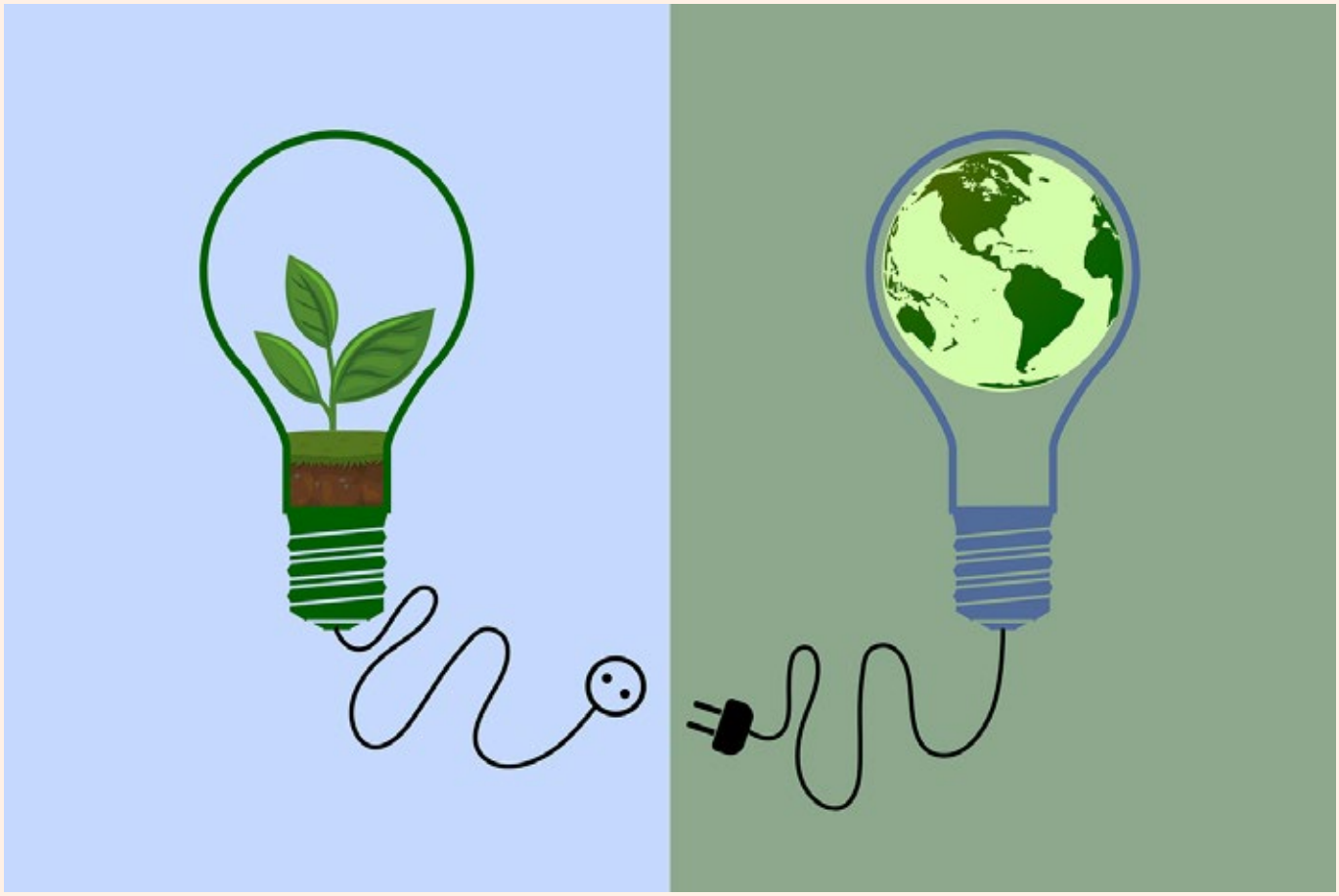
ITALIAN EXHIBITION GROUP
Providing the future

En collaboration avec

ITA | madeinitaly.gov.it

DEMANDEZ VOTRE BILLET GRATUIT ICI

Quels métiers verts créeront le plus d'emplois durables en Tunisie ?



En l'absence de stratégies dynamiques et crédibles pour aider les Tunisiens à s'adapter au dérèglement climatique auquel la Tunisie est sérieusement exposée, des ONG s'emploient, par de petites initiatives, à alerter sur l'enjeu de s'y préparer. Il s'agit, particulièrement, d'intensifier la formation des ressources humaines dans les métiers verts ou verdissants.

Le partenariat CCIT–EFE-Tunisie

C'est dans ce contexte que s'inscrit la conclusion, ces derniers jours, d'une convention de partenariat entre la Chambre de Commerce et d'Industrie de Tunis (CCIT) et l'organisation EFE-Tunisie (Education For Employment Tunisie), organisation à but non lucratif faisant partie d'un réseau international dont le

programme Challenge Fund for a Just Transition. Ce programme vise à contribuer à l'atténuation du changement climatique en soutenant les petites entreprises vertes en croissance (PEC).

« Les métiers écologiques sont désormais un prérequis essentiel pour une économie durable. »

Objectifs et limites du programme

Objectif du partenariat : accélérer l'intégration des jeunes dans les métiers verts et former 235 jeunes (dont au moins 50 % de femmes) dans des emplois verts au sein d'entreprises ayant engagé une transition écologique, en particulier dans le secteur industriel.

Le communiqué publié à cette occasion précise que ce rapprochement entre acteurs économiques et structures de formation « ambitionne à répondre à un double enjeu, renforcer les compétences vertes au sein des entreprises et offrir aux jeunes des débouchés professionnels dans des secteurs en mutation ».

Par-delà ces détails, cette initiative est certes louable, mais elle demeure fort limitée dans le temps (durée réduite du programme) et dans l'espace (Tunis), alors que les enjeux sont énormes.

Un retard face aux pays voisins

Est-il besoin de rappeler qu'au moment où des pays comme le Maroc, l'Égypte, la Jordanie, également exposés au réchauffement climatique, investissent intensément dans la formation aux métiers verts et verdissants, la Tunisie est carrément à la traîne.

« Former aux métiers verts, c'est investir dans des compétences recherchées en Tunisie comme à l'étranger. »

Pour une formation généralisée aux métiers verts et verdissants

D'où l'enjeu, pour les gouvernants qui veulent entendre, d'intensifier la formation dans les métiers verts et verdissants et de saisir cette précieuse opportunité qu'offrent la transition énergétique et l'adaptation au réchauffement climatique pour créer, partout dans le pays, des métiers spécialisés, utiles et surtout durables.

« Pendant que nos voisins accélèrent, la Tunisie reste à la traîne dans la formation verte.»

On ne le répétera jamais asse : ces métiers écologiques dans l'industrie sont devenus, de nos jours, un prérequis essentiel pour la transition vers une économie plus durable. Ils offrent de nombreuses opportunités d'emploi et permettent de contribuer activement à la protection de l'environnement.

Les secteurs et les types de métiers écologiques

Ces métiers se retrouvent dans de nombreux secteurs d'activité, tels que le bâtiment, les transports, l'industrie, l'énergie, l'agriculture, la gestion des déchets, la protection de la nature.

On distingue deux types de métiers écologiques dans l'industrie :

- **Les métiers verts,** directement liés à l'environnement : ingénieurs en énergies renouvelables,

techniciens en génie climatique, responsables de station d'épuration, agents d'entretien des espaces verts, hydrobiologistes, techniciens de la qualité de l'eau, chargés de mission RSE, experts en développement durable, conseillers en rénovation énergétique, responsables de la gestion des déchets, techniciens de traitement des déchets…

- **Les métiers verdissants,** métiers traditionnels intégrant des pratiques écologiques : acheteurs responsables, conducteurs d'engins de chantier à faible émission, carrossiers-peintres utilisant des produits écologiques, agents d'entretien utilisant des produits respectueux de l'environnement…

Un investissement rentable pour l'État

Tout investissement dans la formation aux métiers verts et verdissants est un bon placement pour l'État tunisien, car il permet de disposer de ressources humaines bien qualifiées et fortement demandées, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Abou SARRA

en bref

- La Tunisie reste en retard dans la **formation aux métiers verts**, malgré l'urgence climatique.
- Un partenariat entre la CCIT et EFE-Tunisie vise à **former 235 jeunes**, dont 50 % de femmes, aux emplois verts.
- Ces **métiers** concernent l'énergie renouvelable, la gestion des déchets, l'eau, le bâtiment, l'agriculture, les transports…
- On distingue les métiers verts (directement environnementaux) et **verdissants** (intégrant des pratiques écoresponsables).
- **Les experts appellent à un déploiement national**, à l'image du Maroc et de l'Égypte, pour allier transition écologique et création d'emplois durables.

Najda.tn

Le ministère de la santé a annoncé, mardi, le lancement d'un plan visant à généraliser la plateforme numérique najda.tn sur l'ensemble du pays après avoir prouvé son efficacité dans l'accélération des interventions médicales et le sauvetage de vies humaines.

Selon un communiqué du département, ce service digital permet de détecter, de manière précoce, l'infarctus du myocarde grâce à la transmission instantanée d'alertes aux équipes médicales spécialisées, favorisant ainsi un démarrage rapide du traitement et limitant les complications menaçant la vie des patients.

La plateforme « Najda » offre également la possibilité de suivre en temps réel l'état des patients, avec un transfert direct des données vers les services d'assistance médicale urgente et les unités de cathétérisme cardiaque. Les médecins peuvent ainsi surveiller à distance l'évolution des cas enregistrés et faciliter une intervention rapide et adaptée.

Le ministère prévoit d'équiper l'ensemble des services de cardiologie et d'urgences, ainsi que les ambulances, en matériel numérique moderne, tout en assurant la formation des équipes médicales à l'utilisation de cette technologie, en partenariat avec la Société tunisienne de cardiologie et de chirurgie cardiovasculaire (STCCV) et Instance Nationale de l'Evaluation et de l'Accréditation en Santé (INEAS).

Chômage, emploi, activité |

les chiffres clés publiés par l'INS

Le taux de chômage a reculé au cours du deuxième trimestre pour atteindre 15,3 %, contre 15,7 % au premier trimestre 2025, selon les statistiques de l'INS publiées vendredi.

Le nombre de chômeurs s'établit ainsi à 651,1 mille, en baisse de 13,4 mille par rapport au premier trimestre 2025 (664,5).

Disparités hommes-femmes

Le taux de chômage baisse à 12,6 % pour les hommes (contre 13,6 % en T1 2025). En revanche, il augmente à 20,9 %, après 20,3 % au T1 2025, chez les femmes.

Le taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans a diminué au cours du deuxième trimestre 2025, atteignant 36,8 % contre 37,7 % au premier trimestre 2025. Il s'agit de 36,4 % pour les hommes et 37,8 % pour les femmes.

Situation des diplômés du supérieur

Le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur augmente pour atteindre 24,0 % au deuxième trimestre 2025

(contre 23,5 % au premier trimestre). Ce taux est de 14,2 % chez les hommes et de 31,3 % chez les femmes.

Évolution du nombre d'actifs

Au deuxième trimestre 2025, la population active s'inscrit en hausse, s'établissant à 4 259,9 mille individus contre 4 233,4 mille au premier trimestre, soit une augmentation de 26,5 mille.

Cette population se répartit en 2 899,8 mille hommes et 1 360,1 mille femmes, soit respectivement 68,1 % et 31,9 % de l'ensemble.

Cependant, malgré cette hausse, le taux d'activité a reculé de 0,2 point pour atteindre 46,2 % de la population en âge d'activité, contre 46,4 % au premier trimestre.

Progression de l'emploi

Le nombre d'occupés a augmenté de 39,9 mille pour s'établir à 3 608,8 mille au deuxième trimestre, contre 3 568,9 au premier trimestre.

Cette population est composée de 2 533,5 mille hommes et 1 075,4 mille femmes, soit respectivement 70,2 % et 29,8 %.

Répartition sectorielle

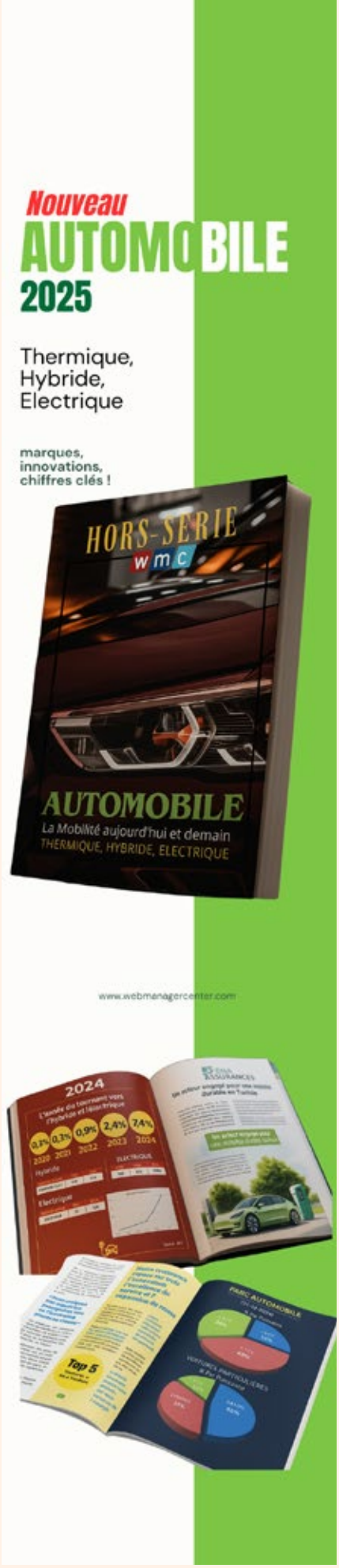
La répartition des occupés selon les secteurs d'activités se présente comme suit :

- 53 % dans le secteur des services,
- 20 % dans le secteur des industries manufacturières,
- 13 % dans le secteur des industries non manufacturières,
- 14 % dans le secteur de l'agriculture et de la pêche.

en bref

Indicateurs clés

- **15,3 % :** taux de chômage global au T2 2025.
- **12,6 % :** taux de chômage des hommes.
- **20,9 % :** taux de chômage des femmes.
- **24,0 % :** taux de chômage des diplômés du supérieur.
- **36,8 % :** taux de chômage des jeunes 15–24 ans.



wmc
HORS-SÉRIE

Magazine numérique

+20K

Exemplaires (Par édition)

Leadership féminin |

Raoudha Massoudi, pionnière du froid en Tunisie et en Afrique

Les femmes sont de plus en plus reconnues pour leur leadership dans des filières longtemps réservées aux hommes. Raoudha Massoudi, ingénieure en énergétique et présidente de l'Association tunisienne de réfrigération et de climatisation (ATRC), illustre une immersion réussie dans un métier dit "masculin" : le froid.

Diplômée de l'École nationale d'ingénieurs de Monastir en 2005, elle a poursuivi ses études dans l'ingénierie énergétique et a obtenu un master dans cette spécialité.

Climat, sécurité alimentaire et Afrique

Convaincue que l'action climatique inclut la question du froid, elle a orienté son engagement vers l'Afrique, continent le plus touché par la crise climatique et concerné par le gaspillage alimentaire et la sécurité alimentaire.

Aujourd'hui, elle axe son travail sur l'engagement des femmes dans le secteur du froid.

Un métier ouvert aux femmes

« D'abord parce que c'est un beau métier et ensuite parce que les femmes peuvent réussir, grâce à leur volonté d'acier, dans tous les domaines », a-t-elle déclaré dans un entretien accordé à l'agence TAP.

Elle ajoute : « Les femmes sont minutieuses et quand elles se donnent à une tâche, elles l'accomplissent parfaitement. C'est pour cela qu'elles réussiront dans les métiers de fabrication, de maintenance, de réparation

ou d'installation des appareils de climatisation et autres. »

Engagement panafricain et prix dédié

Formatrice au Centre sectoriel de formation en maintenance hôtelière de Tabarka, et experte internationale, elle est chargée de la mobilisation des femmes en Afrique dans le cadre de l'U-3ARC (Union des Associations Africaines des Acteurs de la Réfrigération et de la Climatisation).

En 2022, elle a participé au lancement du prix Charity Kpabek Award, en hommage à une formatrice nigériane décédée en 2021. Ce prix récompense les femmes africaines du secteur RAC, avec un Certificat d'Appréciation et une gratification symbolique de 500 dollars.

Obstacles et défis

Raoudha souligne que l'intégration des femmes dans les métiers techniques du froid reste limitée. Le manque d'infrastructures adaptées et la nature des travaux de maintenance ou de réparation sur chantiers découragent souvent les femmes.

En Tunisie, seules 20 jeunes filles ont été formées dans le secteur entre 2018 et 2020, selon des statistiques ATRC/ ONUDI. L'Institut International du Froid indique que seulement 6 % des membres des institutions nationales du secteur sont des femmes.

Le froid : un enjeu mondial

Le secteur du froid est indispensable pour limiter les pertes alimentaires, responsables de 8 à 10 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, soit plusieurs fois les émissions de l'aviation.

Le coût mondial des pertes et gaspillages alimentaires est estimé à environ 1 000 milliards de dollars. Une chaîne du froid solide et sécurisée pourrait contribuer à réduire ces pertes et renforcer la sécurité alimentaire.

Optimisme et projets

Mère de deux filles, Raoudha Massoudi reste optimiste : « La persévérance et la bonne volonté peuvent toujours ouvrir le chemin au succès », affirme-t-elle.

En juin 2025, elle a lancé une société de fabrication de produits de nettoyage des appareils de climatisation. Elle prévoit de poursuivre son action en Tunisie et en Afrique, notamment avec l'ANPE et l'ONUDI, pour soutenir des jeunes filles dans la création d'ateliers de maintenance et favoriser l'intégration des femmes dans ce secteur.

en bref

- Raoudha Massoudi, ingénieure tunisienne, préside l'ATRC et œuvre pour l'intégration des femmes dans le secteur du froid.
- Elle agit en Afrique via l'U-3ARC et a contribué au lancement du prix Charity Kpabek Award.
- En Tunisie, seules 20 jeunes filles ont été formées entre 2018 et 2020 dans la filière, où les femmes restent très minoritaires (6 % au niveau mondial).
- Le froid est stratégique pour limiter les pertes alimentaires, responsables de 8 à 10 % des émissions de GES.
- Optimiste, Massoudi multiplie les initiatives, notamment avec une société créée en 2025 et des projets de formation féminine.

RADIO DIASPORA TUNISIA

UN INVITÉ, UN PARCOURS, UNE RÉUSSITE INSPIRANTE

La voix
des talents tunisiens
à l'international

wmc webmanagercenter in partnership with RECONNECT

BRICS |

La Tunisie doit garder ses distances, éviter les aventures hasardeuses et idéations fallacieuses

Récemment, un débat médiatique a été enclenché au sujet du principe de l'adhésion ou pas de la Tunisie au bloc des BRICS.

Certains économistes et avec l'appui de Médiaş à la recherche du buzz ont soutenu l'adhésion. Ils ont tout faux…

Faut-il que la Tunisie rejoigne les BRICS ? Cette question, longtemps théorique, prend aujourd'hui un tour plus concret. Depuis que le bloc s'est élargi en 2024 avec l'intégration de nouveaux membres comme l'Égypte, l'Arabie saoudite ou l'Iran, l'idée circule à Tunis : pourquoi ne pas envisager une adhésion ?

« Rejoindre les BRICS ne doit pas être un geste de posture, mais un choix stratégique soutenu par des capacités réelles. »

Dans un monde devenu multipolaire, le groupe emmené par Pékin et Moscou représente, pour certains, une alternative crédible à l'ordre occidental dominé par Washington et Bruxelles.

Mais derrière cette perspective séduisante, se cache une réalité bien plus nuancée.

Rejoindre les BRICS ne serait pas seulement un symbole géopolitique : ce serait un engagement profond, aux implications économiques, diplomatiques et stratégiques majeures. Et à ce jour, rien ne garantit que la Tunisie y trouverait son compte.

« La Tunisie n'a pas besoin de changer de dépendance. Elle doit sortir de la dépendance tout court. »

Les BRICS : une dynamique qui séduit

Nés au début des années 2000 sur une hypothèse économique, les BRICS se sont transformés, deux décennies plus tard, en force politique. Ils regroupent aujourd'hui des géants démographiques (Chine, Inde), des puissances régionales (Brésil, Russie), et des États émergents cherchant à remodeler les règles du jeu international. L'ajout de nouveaux membres du Moyen-Orient et d'Afrique renforce cette tendance.

Ce bloc ambitionne de créer un ordre mondial « plus équilibré », remettant en question l'unilatéralisme occidental. Il dispose de sa propre banque de développement, milite pour des échanges commerciaux en monnaies locales, et prône un rejet des standards imposés par les grandes institutions financières traditionnelles.

Un discours qui, forcément, trouve un certain écho en Tunisie, pays fragilisé par une décennie de crise économique et de dépendance extérieure.

Une Tunisie à la recherche d'options

La Tunisie traverse une période délicate. L'économie peine à se relever : croissance molle, dette publique en hausse, pression du FMI, perte de pouvoir d'achat, et fuite des jeunes diplômés. Face à cela, le discours présidentiel de rupture avec les anciennes logiques de dépendance occidentale prend de l'ampleur.

Dans ce contexte, les BRICS peuvent apparaître comme une alternative – une ouverture vers d'autres partenaires, une chance de financement sans conditionnalité politique, une opportunité d'échapper à l'étau des plans d'ajustement. L'attrait est compréhensible.

D'autant que certains voisins (comme l'Algérie ou l'Égypte) ont déjà manifesté un intérêt fort, voire entamé des démarches concrètes.

« Sans marché intérieur puissant ni ressources stratégiques, la Tunisie ne pèserait guère dans ce club informel. »

Mais des obstacles sérieux sur la route

Pourtant, un examen plus rigoureux s'impose. Car les BRICS ne sont ni une organisation économique homogène, ni une union politique cohérente.

C'est un club informel, sans règles fixes d'adhésion, sans mécanisme de redistribution, et sans garantie de solidarité.

La Tunisie, aujourd'hui, n'a pas les atouts économiques qui justifieraient son intégration. Son marché intérieur est limité, ses exportations peu diversifiées, et son niveau d'endettement réduit sa marge de manœuvre. Contrairement à l'Égypte ou à l'Arabie saoudite, elle ne possède pas de ressources stratégiques qui intéressent directement les géants du bloc. Et sa capacité à peser dans les décisions communes serait plus que marginale.

Sur le plan diplomatique, l'adhésion poserait également problème. Elle risquerait d'altérer les relations déjà fragiles avec

l'Union européenne, qui reste – malgré les tensions – le principal partenaire économique de la Tunisie. Elle brouillerait aussi le message traditionnel de neutralité active porté par la diplomatie tunisienne depuis l'indépendance.

Une posture de prudence constructive

Cela ne signifie pas que la Tunisie doit ignorer les BRICS. Au contraire, un rapprochement pragmatique, une participation en tant qu'observateur, ou un approfondissement des relations bilatérales avec certains membres (Chine, Inde, Afrique du Sud…) peuvent constituer des pistes pertinentes. Ce serait une manière de diversifier ses options, sans s'enfermer dans une logique d'alignement systématique.

La Tunisie n'a pas besoin de changer de dépendance – de l'Ouest vers l'Est – mais de sortir de la dépendance tout court. Cela suppose de reconstruire une économie productive, de restaurer la confiance des investisseurs, d'offrir une visibilité politique claire, et de maîtriser son avenir diplomatique avec intelligence.

En conclusion, l'adhésion aux BRICS, aujourd'hui, serait une décision précipitée, plus dictée par la frustration que par une vision de long terme.

La Tunisie a d'abord besoin de se consolider, de se projeter, et de renforcer sa voix, avant de prétendre jouer dans la cour des puissances émergentes.

« L'Europe reste le marché naturel de la Tunisie. L'Asie, c'est très loin, sur tous les plans.»

La Tunisie est pays lilliputien, une économie qui a besoin de marché et d'ouverture sur le monde, des pays les plus proches aux plus lointains. L'Europe reste le marché naturel de la Tunisie. L'Asie c'est très loin et sur tous les plans, économiques, culturels, social, etc.

On se rappelle des enseignements de Bourguiba qui a été l'un des fondateurs des pays non-alignés. Des enseignements qui restent actuels et des directives pertinentes encore aujourd'hui.

Rejoindre les BRICS ne doit pas être un geste de posture. Ce doit être un choix stratégique, cohérent, et soutenu par des capacités réelles. Pour l'instant, la sagesse commande de rester à distance… tout en gardant les yeux ouverts.

Par Moktar Lamari

E4T, 24 juillet 2025

en bref

- Le débat sur une possible adhésion de la Tunisie aux BRICS refait surface, amplifié par le discours présidentiel et l'élargissement du bloc.
- Si les BRICS offrent une alternative à l'ordre occidental, leur structure informelle limite les garanties concrètes.
- La Tunisie manque pour l'instant de leviers économiques et diplomatiques pour peser dans un tel groupe.
- Une posture de neutralité active et des partenariats bilatéraux ciblés seraient plus cohérents à ce stade.
- La prudence stratégique s'impose : renforcer la souveraineté avant d'envisager un alignement.

Kiosque Numérique

HORS-SÉRIES

LEMAG

REVUES, ÉTUDES ET DOCUMENTS

EBOOK

Un sentiment de lassitude face à la météo télévisée tunisienne

Depuis plus de trente ans, le logiciel utilisé pour la présentation de la météo sur la télévision tunisienne reste inchangé. Chaque soir, après le journal télévisé de 20 heures, nous sommes confrontés au même format, sans renouvellement notable. Cette répétition a engendré un désintérêt croissant, voire une forme de lassitude perceptible.

État actuel et diagnostic

- Voix monocorde et langage figé : Les présentateurs et présentatrices sont souvent perçus comme récitant un texte de manière mécanique, sans dynamisme ni engagement. Le style de présentation, resté figé depuis les années 1990, n'a guère évolué sur le plan visuel ou narratif, ce qui entraîne une expérience peu captivante.

- Des cartes visuellement dépassées : Les cartes météorologiques présentent une esthétique datée, avec une palette de couleurs et des animations très limitées. Elles peinent à rivaliser avec les standards internationaux, qu'il s'agisse des chaînes européennes ou de certaines chaînes arabes plus modernes.

- Manque d'éléments dynamiques : L'absence de zooms régionaux, de vues satellites animées, d'infographies interactives ou de modélisations 3D rend le bulletin météo peu attrayant,

notamment pour les jeunes générations, habituées à des formats plus immersifs.

Pourquoi cette situation persiste-t-elle ?

- Inertie institutionnelle: L'Établissement de la Télévision Tunisienne évolue lentement, en raison d'un manque de modernisation, de lourdeurs administratives, et parfois d'une certaine résistance au changement.
- Manque d'investissement technologique : Alors que de nombreux pays ont digitalisé et modernisé leurs bulletins météo (interfaces tactiles, réalité augmentée, habillage graphique innovant), la Tunisie demeure attachée à un modèle certes fonctionnel, mais largement dépassé.
- Insuffisance de formations spécialisées : Les formations audiovisuelles dans ce domaine spécifique restent rares. Présentateurs et techniciens sont peu exposés aux nouveaux outils ou aux codes de la météo télévisée contemporaine.

Propositions concrètes

Pour redonner à la météo télévisée sa pertinence et son attractivité, plusieurs pistes d'amélioration peuvent être envisagées :

- Renouveler l'interface graphique : Utiliser des logiciels météorologiques modernes.
- Former les présentateurs : Les sensibiliser aux techniques d'animation, à la vulgarisation scientifique et au travail vocal, pour une présentation plus vivante et engageante.
- Contextualiser les prévisions: Relier les bulletins météo à des enjeux concrets comme la santé, l'agriculture, le tourisme ou encore la vie scolaire, afin d'enrichir leur utilité.
- Intégrer des technologies immersives : Introduire la réalité augmentée, les cartes interactives ou des séquences en 3D pour dynamiser la présentation.

Conclusion

La monotonie du bulletin météo télévisé tunisien reflète une absence de modernisation tant sur le plan technique que narratif. Ce retard agace un public de plus en plus exigeant, notamment les jeunes générations.

Il est urgent d'engager une refonte ambitieuse pour redonner à la météo télévisée sa place dans le paysage audiovisuel national.

Par Pr. Mohamed DACHRAOUI

wmc
HORS-SÉRIE

Un Thème
une édition exceptionnelle

Découvrez notre collection exclusive

TUNISIE |

Le compositeur Amine Bouhafa en lice pour la meilleure bande originale du film «Ni chaînes, ni maîtres»

Le compositeur franco-tunisien de musique de films Amine Bouhafa a annoncé sur sa page sa sélection dans la shortlist du Public Choice Award de la 25ème édition du World Soundtrack Award (WSA), qui se tiendra dans le cadre du 52ème Festival international du film de Flandre-Gand (Film Fest Gent), et ce, du 08 au 19 octobre 2025 à Gand, en Belgique.

Amine Bouhafa été retenu pour la bande originale du film "Ni chaînes, ni maîtres" (No Chains, No Masters, 2024), oeuvre dont il a déclaré être "particulièrement fier, tout comme du film", premier long métrage du cinéaste franco-béninois Simon Moutairou, qui traite de l'esclavage et du marronnage à l'île Maurice au XVIIIème siècle.3

Le World Soundtrack Award -Public Choice Award est un prix décerné chaque année lors des World Soundtrack Awards qui récompensent les meilleures musiques de films et de séries. Le Public Choice Award, en particulier, est attribué par le vote du public à la meilleure bande originale parmi une sélection internationale. Pour

l'édition 2025, le vote est ouvert jusqu'au 21 août prochain. Les finalistes seront annoncées à la mi-septembre, et les lauréats seront révélés le 15 octobre 2025 lors de la cérémonie des World Soundtrack Awards.

Auteur de nombreuses musiques de films à succès à l'échelle internationale, Amine Bouhafa est considéré comme un véritable génie musical. Il a marqué de nombreuses productions, de la fiction aux documentaires, en passant par l'animation. Il a notamment collaboré avec le réalisateur égyptien Adel Adib sur trois séries arabes (Bab El Khalkh, Place on the Palace et Jebel El Halel), offrant à chaque fois des musiques bouleversantes et mémorables. Il a également signé le générique de la série à succès "El Hachachine", réunissant l'acteur Karim Abdel Aziz et le réalisateur Peter Mimi, sur un scénario d'Abdel Rahim Kamal. En France, il a participé à plusieurs projets, dont la série "Le Monde de demain" (2022), "Tapie" (2023), la série documentaire "Histoires d'une Nation" (2018) ainsi que "Les Aventures de Paddington " (2019).

En 2018, il assure, au piano et la direction artistique, le spectacle d'ouverture du 18ème Sommet de la Francophonie à l'île de Djerba, avec l'Orchestre symphonique tunisien, sous la direction de Mohamed Bouslama, accompagné d'artistes tunisiens, arabes et européens de renom.

Son parcours est jalonné de récompenses prestigieuses dont en 2015, le César de la meilleure musique de film pour "Timbuktu" du réalisateur mauritanien Abderrahmane Sissako. En 2017, il obtient le prix de la meilleure Création Sonore au Festival de Cannes pour la musique du film "La Belle et la Meute" de Kaouther Ben Hania. En 2020, il décroche le prix de la meilleure musique au Festival du Film d'Odessa pour "Tu Mourras à vingt ans" du cinéaste soudanais Amjed Abou Alala. En 2023, il décroche le Critics Awards de la meilleure musique de film pour "Sous les figues" d'Erige Sehiri. En 2025, il a été récompensé par le prix de la Meilleure musique pour "Aicha" de Mehdi Barsaoui, lors de la 9ème édition des Critics Awards for Arab Films, organisée dans le cadre de la 78ème édition du Festival de Cannes.

TOUS RÉUNIS AUTOUR D'UNE MÊME PASSION

100 000
PROFESSIONNELS

1 400
EXPOSANTS & MARQUES

EQUIP AUTO PARIS

LE SALON INTERNATIONAL DES PROFESSIONNELS DE L'AUTOMOBILE

DEMANDEZ VOTRE BADGE D'ACCÈS

CONTACT

CCITF/PROMOSALONS TUNISIE • T. +216 31 31 78 78 | ons.charni@ccitf.org

14-18 OCTOBRE 2025 • PARIS EXPO PORTE DE VERSAILLES

equipauto.com

#equipauto

Un salon de Keyrus Fiev FFC COMEXPOSIUM

Organisé par EQUIP'AUTO SAS

C'était en 2002 |

Promesses et désillusions de l'économie tunisienne

Parce que l'histoire de l'économie éclaire toujours le présent, WMC lance une nouvelle rubrique rétrospective : « C'était en… ». Chaque semaine, nous replongerons dans les archives de Webmanagercenter, pour revisiter des événements économiques, sociaux et politiques marquants d'il y a 10, 20 ans ou plus.

Avec cette rubrique, WMC se transforme aussi en mémoire vivante de l'économie tunisienne, en donnant une seconde vie à ses archives.

L'année 2002 fut marquée par une série d'événements économiques décisifs en Tunisie. À l'heure où la mondialisation battait son plein, le pays engageait des réformes bancaires, tentait de sauver ses champions nationaux en difficulté et voyait sa compétitivité saluée sur la scène internationale. Retour sur cinq moments clés publiés dans WMC il y a plus de vingt ans, et ce qu'ils nous disent encore aujourd'hui.

Privatisation de l'UIB : la Société Générale s'installe (6 novembre 2002)

La cession de 52 % du capital de l'Union Internationale de Banques (UIB) à la Société Générale française fut un jalon majeur. Le contrat, signé au ministère du Développement, marquait l'ouverture accrue du secteur bancaire tunisien au capital étranger.

Jean-Louis Mattei, directeur de la banque de détail internationale de la SG, promettait alors un retour sur fonds propres de 20 à 25 % et une montée en gamme des services (crédits à la consommation, assurance, leasing). - Lire

Avecle recul: L'UIB a effectivement connu une modernisation, mais aussi une intégration poussée aux

standards de la maison-mère.

SPDIT – SFBT : une ingénierie financière inédite (9 novembre 2002)

Pour se conformer à la loi interdisant les participations croisées, la SPDIT vendit ses parts dans la SFBT… à ses propres actionnaires. Un montage original, combinant réduction de capital et distribution de dividendes, évita un choc sur la Bourse de Tunis.

Chaque actionnaire SPDIT reçut ainsi une action SFBT pour six détenues, sans mouvement de fonds. - Lire

Aujourd'hui : Cette opération illustre déjà la créativité du marché financier tunisien pour contourner des blocages structurels. Vingt ans plus tard, la SFBT est restée un fleuron coté, preuve que certaines innovations ont permis de consolider des acteurs de long terme.

BATAM : le plan de sauvetage d'un géant de la distribution (25 novembre 2002)

En difficulté, le groupe Batam bénéficia d'une "bulle d'oxygène" bancaire de 27 MDT et d'accords avec ses fournisseurs pour éviter la faillite. La loi de 1995 sur les entreprises en difficulté fut mobilisée, permettant un règlement amiable et la suspension de la cotation à la Bourse de Tunis. - Lire

Vingt ans plus tard : L'affaire Batam reste un cas d'école des limites du capitalisme tunisien des années 1990-2000, marqué par des montages financiers risqués et une gouvernance fragile. Sa disparition ultérieure montre que les plans de sauvetage ne suffisent pas toujours face aux failles structurelles.

Banques de développement : vers l'universalité (2 décembre 2002)

Créées dans les années 1980 pour financer les grands projets, les banques de développement mixtes tuniso-arabes s'essoufflaient. En 2002, leur transformation en banques universelles fut actée, suivant la nouvelle loi bancaire et l'exemple du rachat de l'UIB par la SG. - Lire

Avec le recul : Cette évolution a ouvert la voie à une concurrence accrue, mais elle a aussi accentué la fragilité de certaines institutions, contraintes de se restructurer face à la montée des banques commerciales et des nouveaux acteurs financiers.

Tunisie, 34e économie la plus compétitive au monde (28 novembre 2002)

Le Forum économique mondial de Davos classa la Tunisie 34e au monde en compétitivité économique, devant l'Italie, la Grèce, la Turquie, le Maroc, l'Inde ou la Chine. Un succès attribué à la "clairvoyance" des choix politiques et à l'encouragement à l'exportation. Lire

Deux décennies plus tard : La Tunisie est loin de ces classements. La désindustrialisation, la perte d'attractivité et la crise structurelle ont effacé ces performances. Ce contraste illustre la difficulté à maintenir une trajectoire de compétitivité dans un contexte de transition politique et économique.

Conclusion : le miroir du temps

En revisitant 2002, on mesure combien certaines décisions ont façonné le présent. La privatisation de l'UIB annonçait la montée en puissance des banques internationales, l'affaire Batam révélait les fragilités du capitalisme tunisien, tandis que le classement de Davos reflétait un potentiel qui s'est partiellement dissipé.

Relire ces archives, c'est confronter les promesses d'hier aux réalités d'aujourd'hui : un exercice salutaire pour penser l'avenir.

(NB: La date est celle de la publication de l'article sur WMC)

GRANDS PRIX DE L'INNOVATION AUTOMOBILE

EQUIP AUTO

PARIS 14-18 Octobre 2025

Les assistants IA domestiques |

Gadgets ou véritables outils du quotidien?

Depuis quelques années, les assistants intelligents se sont invités dans nos salons, cuisines et même chambres. Alexa, Google Assistant ou Siri se veulent les nouveaux compagnons du foyer connecté. Mais derrière l'effet de mode, une question persiste : sont-ils de simples gadgets ou de réels outils capables de transformer notre quotidien ?

Des promesses technologiques séduisantes

À première vue, les assistants IA facilitent la vie : contrôler les lumières par la voix, lancer une playlist sans lever le petit doigt, ajouter des articles à la liste de courses ou gérer le chauffage à distance. Ils promettent une maison plus fluide, réactive et « intelligente ». Cette intégration avec l'Internet des objets (IoT) donne l'impression d'un futur déjà en marche, où la technologie

anticipe les besoins humains.

Entre gadget et utilité concrète

Dans la pratique, la frontière est plus floue. Beaucoup d'utilisateurs se servent de ces assistants pour des tâches simples : demander la météo, régler une alarme ou écouter de la musique. Des usages pratiques mais basiques, loin de la révolution annoncée. Pour certains, l'assistant reste donc un accessoire amusant, souvent relégué à un rôle de haut-parleur connecté amélioré.

En revanche, pour les foyers équipés de nombreux appareils connectés, la valeur ajoutée devient tangible. Gestion de la consommation énergétique, suivi des habitudes de vie ou contrôle centralisé des équipements domestiques : l'assistant devient alors un véritable tableau de bord numérique.

Un enjeu de confiance et de confidentialité

Un frein majeur demeure : la collecte de données. Ces enceintes écoutent en permanence, prêtes à réagir à un mot-clé. Cette écoute suscite des inquiétudes sur la vie privée et la sécurité. Des scandales liés à l'enregistrement de conversations privées ont entamé la confiance du public. Pour franchir le cap du gadget, les fabricants devront démontrer une transparence accrue et offrir des garanties solides sur l'usage des données personnelles.

Vers des usages plus avancés

L'avenir des assistants IA domestiques réside sans doute dans leur capacité à dépasser la simple commande vocale. Avec les progrès des modèles de langage et de la reconnaissance contextuelle, ils pourraient devenir de véritables majordomes numériques : capables d'anticiper un rendez-vous oublié, de suggérer un repas en fonction du contenu du frigo, ou encore de gérer de manière proactive la santé des occupants via des objets connectés.

Gadget ou outil ? Une réponse hybride

Au final, qualifier les assistants IA de « gadgets » ou d'« outils » dépend largement du contexte d'usage. Pour l'utilisateur occasionnel, ils relèvent encore du gadget pratique, sans changer fondamentalement le quotidien. Mais dans des foyers connectés, ils amorcent une transition vers une nouvelle forme d'organisation domestique. Le véritable enjeu se jouera dans les années à venir : passer du rôle d'enceinte intelligente à celui de partenaire du quotidien, fiable, utile et digne de confiance.

"Tunis Tout Court"

Après six ans d'absence, le Festival national du court-métrage professionnel "Tunis Tout Court" revient pour sa 13ème édition, qui se tiendra du 3 au 5 octobre 2025 à la Maison de la culture Ibn Rachiq à Tunis.

Organisé par l'Association Tunisienne pour la Promotion de la Critique Cinématographique (ATPCC), représentant tunisien de la Fédération Internationale de la Presse Cinématographique (FIPRESCI), en partenariat avec le Centre National du Cinéma et de l'Image (CNCI) et la Maison de la Culture Ibn Rachiq, ce nouveau rendez-vous cinématographique célèbre cette année le 20e anniversaire du festival dédié au court-métrage tunisien professionnel.

"Tunis Tout Court" se veut une vitrine de la création cinématographique tunisienne contemporaine, particulièrement pour les œuvres courtes, qui jouent un rôle essentiel dans l'innovation cinématographique et la découverte de nouveaux talents. Il œuvre à offrir une reconnaissance critique fondamentale pour la visibilité des œuvres et de leurs auteurs.

Dans ce contexte, un appel à films est lancé. La date limite d'envoi des candidatures est fixée au 25 août 2025 à minuit. L'ATPCC mentionne que les films doivent être inscrits obligatoirement sur : https://forms.gle/Rh1pA8HxtxnNH6Py8

Pas gaie, pas gaie la rentrée

Nous sommes le 15 septembre et c'est la rentrée. En me rappelant mes comptines d'enfance, il me semble bien qu'en ce jour-là, tout le monde devrait chanter la célèbre « gaie, gaie la rentrée ». Seulement, pour cette rentrée 2006, elle ne risque pas d'être vraiment gaie.

Trois semaines redoutées

Le pauvre Tunisien doit vivre ces trois semaines comme un enfer. Il s'agit de la période du 1er au 24 septembre 2006. Le 1er correspond à la fin de l'été, souvent synonyme de portefeuilles vides après de lourdes dépenses. Le 24 marque le début du mois saint du ramadan, période qui exige de nouvelles dépenses pour le ramadan et l'aïd qui s'en suit.

La rentrée scolaire au milieu

Entre ces deux dates s'intercale le 15 septembre, jour de rentrée scolaire et universitaire. Il rime avec des achats de cartables, tabliers, cahiers, souliers… Pour une famille avec plusieurs enfants, la facture grimpe rapidement. Entre les goûts changeants des enfants, les prix en hausse et le pouvoir d'achat en recul, les parents ne savent plus où donner de la tête.

Le poids des dépenses

Avec une estimation de 150 dinars par enfant, une famille de trois enfants dépasse déjà largement le double du SMIC pour les seules fournitures scolaires et vêtements nécessaires. Comment font-ils pour affronter ensuite les dépenses du ramadan à nos portes ?

Factures et hausses de prix

À cela s'ajoutent les factures de la STEG, du téléphone, de la SONEDE… et la menace d'une nouvelle hausse du carburant en raison du prix du pétrole. Avec des charges de toutes parts, la rentrée ne peut être gaie.

Bonne année quand même !

R.B.H

(15 septembre 2006)

استري للتأمين
ASTRÉE ASSURANCES
Since 1949

البنك التونسي
BANQUE DE TUNISIE

Épargne plus

Investissez en toute sérénité

6,31% rendement net servi en 2024

www.astree.com.tn

CENTRE DE RELATION CLIENT 81 10 12 12

www.bt.com.tn

VOLKSWAGEN DAYS

L'Excellence Allemande au rendez-vous.

Profitez d'avantages clients exclusifs dans nos showrooms Volkswagen.

ENNAKL Automobiles Pour plus d'informations contactez Ennakl Automobiles au 36036036 ou rendez-vous au showroom Volkswagen charguia 2 ou chez son réseau.